

Les premiers discours
de Hitler en tant que
Führer. Ils vont à
l'encontre de l'image
d'un tyran assoiffé de
sang que la
propagande présente
depuis parfois 1933

Vincent Reynouard

Une autre image d'Hitler et du national-socialisme



AVANT-PROPOS

« La Jeune Allemagne veut le Travail et la Paix. »

Tel est le titre de ce recueil de discours que le Chancelier du peuple allemand, *Adolf Hitler*, a prononcés après son entrée en fonction, c'est-à-dire après le 30 janvier 1933. Il n'est plus besoin de démontrer, en effet, que cette jeune Allemagne veut du *travail*. Il y a présentement chez nous près de 5 millions de personnes qui s'efforcent de récupérer les places qu'elles ont perdues dans les fabriques et dans les bureaux. Cette terrible *calamité de l'époque moderne*, qu'on appelle le chômage, les réduit à une oisiveté forcée. Les précédents gouvernements dont le personnel et le système ont été remplacés par le *national-socialisme* n'ont opposé au fléau que *l'impuissance de leurs desseins et l'insuffisance de leurs actes*. Le gouvernement d'*Hitler*, lui, s'est mis à l'ouvrage et, en dressant un plan de grand style, *il a déclaré la guerre au chômage*. Ce n'est point par un recours à *l'aide étrangère* qu'il prétend remédier aux maux de la situation; à l'opposé de ses prédécesseurs, il ne s'adresse point aux peuples du monde pour implorer, d'une façon peu digne, *la protection et l'assistance de l'étranger*. Il sait que partout sévit la crise et règne la désespérance, et c'est pourquoi il a résolu de maîtriser à *sa façon et de sa propre initiative* le fléau qui nous accable. *Deux millions de personnes* réinstallées à leurs postes de travail sont là pour témoigner que l'effort d'*Hitler* tendant à recréer du travail, n'est point resté sans succès.

De même que cette jeune Allemagne veut du *travail*, elle veut également *la paix*. Par la bouche du *Chancelier* lui-même, dans le

discours prononcé par lui devant le Reichstag, elle a proclamé à la face du monde entier qu'elle n'est animée d'*aucune intention agressive*, qu'elle ne veut ni se livrer à des provocations ni susciter des troubles. Ce qu'elle veut, c'est se consacrer paisiblement et d'une façon profondément consciencieuse à son *activité* pour s'assurer par là le *pain quotidien*. Elle se présente *désarmée* à la face de l'univers et ne dispose d'aucun autre moyen de persuasion que *son application et son labeur*. Elle est fermement convaincue que le monde ne peut rester indifférent à ses efforts.

Si cette Allemagne déclare qu'elle ne signera pas de traités *inexécutables*, c'est parce qu'elle a l'intention d'*exécuter réellement les traités signés*. C'est une *Allemagne d'ordre, d'autorité et de discipline* qui s'est réveillée à la voix d'Adolf Hitler et sous l'impulsion de son mouvement, une Allemagne qui s'efforce de trouver dans le monde la confiance et la compréhension qu'elle mérite.

L'étranger est encore aujourd'hui méfiant; abstraction faite de quelques rares hommes qui ont eu le courage de regarder de leurs propres yeux *la situation réelle*, l'opinion publique n'a pas encore ou n'a qu'incomplètement saisi *le sens des événements* qui se sont déroulés en Allemagne. Elle n'aura l'oeil et l'oreille vraiment ouverts à *l'importance énorme de la révolution qui s'est accomplie chez nous* que dès le moment où la détresse de l'Europe sera devenue si grande que l'on commencera partout à reconnaître que *faute d'une compréhension et d'une estime réciproque entre les nations la paix du monde ne peut être assurée et que le fléau du chômage continuera à sévir chez tous les peuples*.

Les discours prononcés par Adolf Hitler depuis le 30 janvier 1933 sont des documents qui témoignent éloquentement de la volonté de labeur et de paix de l'Allemagne. Il suffit que le monde en tire une conclusion, à savoir que le peuple allemand mérite de retrouver chez les autres peuples ce sentiment de considération qu'il a retrouvé à l'égard de lui-même et de sa valeur propre!

Dr. Joseph Goebbels

TABLE DES MATIÈRES

Appel adressé par le Gouvernement du Reich au peuple allemand, le 1 ^{er} février 1933	5
Discours prononcé par M. le Président von Hindenburg à l'occasion de l'ouverture du Reichstag, le 21 mars 1933	10
Discours d'Adolf Hitler, chancelier d'Allemagne	
1. à l'occasion de l'ouverture du Reichstag, le 21 mars 1933	11
2. devant le Reichstag le 23 mars 1933	16
3. devant les représentants de l'Agriculture allemande, le 5 avril 1933	30
4. le Jour de la Fête nationale du Travail, le 1 ^{er} mai 1933	34
5. au Congrès du Front du Travail allemand, le 10 mai 1933	42
6. devant le Reichstag, le 17 mai 1933	61
7. devant les Statthalter du Reich, le 6 juillet 1933 . .	74

Appel adressé par le Gouvernement allemand au peuple allemand.

Berlin, le 1^{er} février 1933 *).

Plus de 14 ans sont écoulés depuis le jour désastreux où, aveuglé par des promesses émanant d'Allemagne et de l'étranger, le peuple allemand oublia les meilleurs biens de notre passé, de l'Allemagne, son honneur, sa liberté, et perdit ainsi tout ce qu'il possédait. Depuis ce jour de trahison, le Tout-Puissant a retiré de notre peuple sa bénédiction, la discorde et la haine se sont introduites en Allemagne. Des millions d'entre les meilleurs citoyens et citoyennes du pays, appartenant à toutes les classes sociales, ont vu, avec le plus profond désespoir, l'unité de la nation sombrer et se dissoudre dans le désarroi d'opinions politiques égoïstes, d'intérêts économiques divergents et d'antagonismes d'idées.

Comme cela est arrivé si souvent dans notre histoire, l'Allemagne présente, depuis ce jour de la révolution, le tableau d'un démembrement qui déchire le cœur. Nous n'avons pas reçu l'égalité et la fraternité promises, mais nous avons perdu la liberté! L'écroulement de notre unité d'esprit et de notre *unité de volonté à l'intérieur* a été suivi de l'écroulement de notre situation politique dans le monde.

Profondément pénétrés de la conviction qu'en 1914 le peuple allemand était entré dans la grande guerre, en se sentant innocent et exempt de toute culpabilité à cet égard et rempli seulement du souci accablant de son obligation de défendre l'Allemagne attaquée, la liberté et l'existence des citoyens allemands, nous considérons le sort funeste qui nous poursuit depuis novembre 1918 comme le simple résultat de notre décadence intérieure. Cependant, depuis lors, le reste du monde n'est pas secoué de crises moins fortes. On a vu disparaître cet équilibre, historiquement établi, des forces respectives, — équilibre qui contribuait naguère, dans une mesure notable, à faire comprendre la nécessité d'une solidarité intime entre les nations, avec toutes les heureuses conséquences économiques qui en résultaient.

Les

notions absurdes de vainqueurs et vaincus

détruisent la confiance réciproque entre les nations et, conséquemment, l'économie mondiale. Mais la misère de notre peuple est effrayante.

*) Traduction du texte officiel.

La famine de millions de prolétaires industriels, devenus chômeurs, a été le prélude d'un complet appauvrissement de toute la classe moyenne et artisanale. Si cette débâcle se poursuit en écrasant définitivement le paysan allemand, nous sommes à la veille d'une catastrophe dont l'immensité ne peut être décrite. Car ce qui sombrera dans cette débâcle, ce ne sera pas seulement l'Allemagne, mais l'héritage deux fois millénaire de biens précieux, et même des biens les plus précieux, de la culture et de la civilisation humaine.

Déjà des symptômes menaçants nous annoncent l'accomplissement de cette débâcle. Dans un déchaînement inouï de violence et de volonté, la *méthode communiste en sa folie* cherche à empoisonner et à décomposer définitivement le peuple profondément ébranlé et pour ainsi dire déraciné, et cela dans le but d'ouvrir une période qui, comparée aux promesses des porte-parole du communisme actuel, serait encore pire que l'époque que nous avons vécue dans la clameur des promesses faites par les mêmes apôtres en novembre 1918.

Commençant par s'attaquer à la famille, foulant aux pieds toutes les notions d'honneur et de fidélité, de peuple et de patrie, de culture et d'économie, et jusqu'au fondement éternel de notre morale et de notre foi, cette idée purement négative et destructive de toutes les valeurs n'épargne rien de ce qui existe. *14 ans de marxisme ont ruiné l'Allemagne. Un an de bolchévisme l'anéantirait.* Les domaines de culture aujourd'hui les plus riches et les plus beaux du monde seraient transformés en un chaos et en un monceau de ruines. *Même les souffrances des quinze dernières années ne pourraient se comparer à la désolation d'une Europe au cœur de laquelle serait planté le drapeau rouge de la destruction totale.* Puissent les milliers de blessés, les innombrables morts que cette guerre intérieure a déjà coûtés à l'Allemagne nous avertir de l'approche de la tempête.

En ces heures où nous assaillent de toutes parts les soucis accablants que nous inspirent l'existence et l'avenir de la nation allemande, un auguste vieillard, un chef illustre de la guerre mondiale, nous a tous appelés, hommes des partis et des groupements nationaux, comme il l'avait fait jadis sur le front de bataille, nous conviant aujourd'hui à combattre sur notre sol et sous sa direction, fermement unis dans notre fidélité à l'égard du Reich. Le vénérable Président de l'Allemagne a rapproché nos mains pour nous solidariser dans la réalisation de ce noble but. C'est pourquoi nous promettons, en tant que chefs nationaux, à Dieu, à notre conscience et à notre peuple, de remplir résolument et indéfectiblement la mission qui nous a été confiée en tant que gouvernement national.

L'héritage que nous recueillons est terriblement lourd.

Le problème que nous devons résoudre est le plus difficile qui, de mémoire d'homme, ait été posé à des hommes d'Etat allemands. Mais la confiance que nous avons tous en nous-mêmes et entre nous est illimitée, car nous croyons en notre peuple et en ses valeurs

impérissables. Paysans, ouvriers et bourgeois, tous doivent, de concert, apporter leur pierre d'assise à la nouvelle Allemagne.

Le Gouvernement national considérera comme son suprême et premier devoir de *restaurer l'unité d'esprit et de volonté de notre peuple*. Il sauvegardera et défendra les fondements sur lesquels repose la force de notre nation, il accordera sa ferme protection au *christianisme, base de toute notre morale, à la famille, cellule primordiale de notre organisme social et politique*. Sans acception de castes ni de classes, il rendra à notre peuple la conscience de son unité ethnique et politique, ainsi que des devoirs qui en résultent. Il fera du *respect dû à notre grand passé, de la fierté de nos vieilles traditions, le fondement de l'éducation de la jeunesse allemande*. Il déclarera une guerre impitoyable aux théories d'*annihilation spirituelle, politique et culturelle*. L'Allemagne ne peut sombrer et elle ne sombrera pas dans le communisme anarchique.

Domptant les instincts turbulents, il refera de la discipline nationale le principe directeur de notre vie. Il soutiendra dans ce but, de la façon la plus vigilante et la plus minutieuse, toutes les institutions qui constituent la vraie garantie de la solidité et de la force de notre nation.

Le Gouvernement national résoudra le grand problème de la *réorganisation de l'économie* du peuple allemand dans le cadre de deux vastes plans quadriennaux,

dans le but de :

sauver le paysan allemand, en vue d'assurer l'alimentation du pays et, conséquemment, la base même de la vie nationale;

sauver l'ouvrier allemand par une puissante et large action dirigée contre le chômage.

En quatorze ans, les partis novembristes ont ruiné la classe paysanne allemande.

En quatorze ans, ils ont créé une armée de millions de chômeurs.

Le Gouvernement national réalisera avec une indomptable énergie et une indéfectible persévérance le plan suivant :

En l'espace de quatre ans, le paysan allemand doit être sauvé de la misère.

En l'espace de quatre ans, le chômage doit être définitivement surmonté.

La réalisation de ce programme crée simultanément les conditions préalables de redressement du reste de l'économie.

Avec ce gigantesque programme d'assainissement de notre économie, le Gouvernement national combinera le programme et la réalisation d'un *assainissement de l'Allemagne, des pays allemands et des communes au point de vue administratif et au point de vue de la technique fiscale*.

C'est seulement alors que l'idée d'un *maintien de l'Allemagne sous la forme fédérative* deviendra une réalité féconde et vivante.

Les pierres angulaires de ce programme sont l'idée du *service obligatoire du travail* et la politique de *colonisation intérieure*.

Mais le souci du pain quotidien doit s'accompagner de l'*exécution des devoirs sociaux en ce qui concerne la maladie et la vieillesse*.

Les épargnes réalisées dans l'administration, l'assistance prêtée au travail, le maintien de notre classe paysanne, ainsi que la mise en valeur de l'initiative individuelle, constituent en même temps la meilleure garantie de notre volonté d'*éviter toute expérience qui mettrait en danger notre monnaie*.

Au point de vue politique extérieur, le Gouvernement national considérera que sa plus haute mission est de sauvegarder les droits vitaux de l'Allemagne et, par conséquent, de reconquérir la liberté de notre peuple. Résolu à mettre fin à la situation chaotique dont souffre l'Allemagne, il contribuera à réintégrer dans la communauté des autres nations un *État de valeur égale* et par conséquent aussi un État ayant des *droits égaux*. A cet égard, il est pénétré de la grandeur du devoir qui lui incombe d'intervenir, avec ce peuple libre jouissant de l'*égalité des droits*, pour *maintenir et consolider la paix* dont le monde a aujourd'hui plus besoin que jamais.

Puisse la sympathie compréhensive de tous les autres peuples contribuer à la réalisation de ce vœu que nous formons du plus profond du cœur, pour le bien de l'Europe et du monde entier.

Si grand qu'il soit l'amour que nous portons à notre armée, dépositaire de nos armes et symbole de notre glorieux passé, nous serions cependant heureux si, en *limitant leurs armements*, les autres pays devaient rendre à jamais inutile une augmentation des nôtres.

Mais pour que l'Allemagne puisse *réaliser ce redressement* politique et économique et *remplir consciencieusement ses obligations* à l'égard des autres nations, il faut que soit réalisée, en fait, la condition primordiale suivante:

le danger d'une décomposition de l'Allemagne par le communisme doit être écarté.

En tant que membres de ce Gouvernement, nous nous sentons responsables devant l'histoire allemande de la reconstitution d'un corps social bien organisé et, conséquemment, de l'élimination définitive du fol esprit de caste et de la guerre des classes. Ce que nous avons en vue, ce n'est pas un groupe social déterminé, c'est le peuple allemand tout entier, ses millions de paysans, de bourgeois et d'ouvriers dont le sort sera ou bien de surmonter ensemble les soucis de l'époque actuelle, ou bien d'y succomber ensemble.

Animés d'une ferme conviction et fidèles à notre serment, nous voulons ainsi — eu égard à l'incapacité où se trouve le Reichstag actuel de seconder ce travail — mettre le peuple allemand devant le programme qu'il a à exécuter et que nous voulons mener à bonne fin.

Le Président de l'Allemagne, Monsieur le Feldmaréchal von Hindenburg, nous a appelés pour nous charger de fournir à la nation, par notre unanimité même, la possibilité de ce redressement.

C'est pourquoi nous convions maintenant le peuple allemand à souscrire lui-même, en même temps que nous, à cet acte de réconciliation.

Le Gouvernement de relèvement national veut travailler et il travaillera.

Ce n'est pas lui qui pendant quatorze ans a conduit la nation allemande à la ruine, mais c'est lui qui veut la relever, heureuse et prospère.

Il est décidé à réparer, dans l'espace de ces quatre années, la faute qui a été commise pendant quatorze ans.

Mais il ne peut subordonner l'activité que réclame ce relèvement à l'*approbation* de ceux-là mêmes qui ont *causé la débâcle*.

Les partis marxistes et leurs suiveurs ont eu quatorze ans pour *démontrer leur capacité*.

Cette épreuve s'est traduite par un *amoncellement de ruines*.

Et maintenant, nous nous adressons au peuple allemand et lui disons: *Donne-nous quatre ans de répit, puis juge-nous d'après notre œuvre!*

Fidèles au commandement de Monsieur le Feldmaréchal, nous voulons nous mettre immédiatement au travail. Veuille le Tout-Puissant bénir notre œuvre, influencer en ce sens notre volonté, nous inspirer dans le choix des moyens et nous rendre dignes de la confiance de notre peuple. Car ce n'est point pour nous que nous voulons lutter, mais pour l'Allemagne!

Le Gouvernement allemand.

Adolf Hitler, von Papen, Freiherr von Neurath, Dr. Frick, Graf Schwerin von Krosigk, Dr. Hugenberg, Seldte, Dr. Görtner, von Blomberg, Eltz von Rübenach, Göring.

M. von Hindenburg, Président de l'Allemagne,

à Potsdam, le 21 mars 1933,

à l'occasion de l'ouverture du Reichstag de redressement national *).

Par mon Décret du 1^{er} février de cette année, j'ai dissous le Reichstag pour que le peuple allemand lui-même pût prendre attitude à l'égard du nouveau Gouvernement de concentration nationale remanié par moi. Dans la consultation électorale du 5 mars pour les élections du Reichstag, la nette majorité de notre peuple s'est rangée aux côtés de ce Gouvernement appelé au pouvoir par ma confiance et lui a ainsi fourni la base constitutionnelle nécessaire à son activité.

Difficiles et multiples sont les devoirs qui vous incombent, à vous, M. le Chancelier, et à vous, MM. les Ministres. Dans le domaine de la politique intérieure et de la politique étrangère, dans la sphère de notre économie nationale et dans celle de l'économie internationale, il y a de difficiles questions à résoudre et d'importantes décisions à prendre. Je sais que M. le Chancelier, ainsi que le Gouvernement, abordent ces problèmes avec la ferme volonté de les résoudre; et j'espère de vous, MM. les membres du nouveau Reichstag que, reconnaissant clairement la situation et les nécessités qui en résultent, vous vous rangerez aux côtés du Gouvernement et que vous ferez tout ce qui dépend de vous pour le seconder dans son œuvre.

Le lieu même **) où nous sommes rassemblés aujourd'hui nous invite à nous remémorer la vieille Prusse qui, s'inspirant du respect de Dieu, a su grandir par un travail consciencieux, par un courage indéfectible et par un ardent amour pour la patrie. C'est sur cette base solide qu'elle a réussi à unir les tribus allemandes. Puisse le vieil esprit qui se dégage de cet endroit glorieux animer aussi la génération présente! Puisse-t-il nous libérer de l'égoïsme et des dissensions de parti, nous confondre dans le sentiment d'une même conscience nationale et d'un même redressement spirituel pour le plus grand profit d'une Allemagne libre, fière et intérieurement unie!

*) Traduction du texte officiel.

**) Par suite de l'incendie du palais du Reichstag, dû à des communistes, la cérémonie de l'ouverture du nouveau Reichstag a eu lieu dans l'église de al Garnison à Potsdam, où se trouve le tombeau de Frédéric-le-Grand.

En formulant ce vœu, je salue ici le Reichstag au début de sa nouvelle législature et

je donne la parole à M. le Chancelier.

M. Adolf Hitler, Chancelier,

prononce alors le discours suivant *):

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Reichstag allemand,

Depuis des années, de graves soucis pèsent sur notre peuple.

Après une période de fier relèvement, d'une prospérité féconde et d'une riche efflorescence dans tous les domaines de notre vie, nous avons connu — comme cela est arrivé si souvent dans notre histoire — une ère de détresse et de pauvreté.

En dépit de leur application et de leur volonté de travail, en dépit de leur énergie, de toute la richesse de leur savoir et de leur meilleure volonté, il y a aujourd'hui des millions d'Allemands qui cherchent vainement à gagner leur pain quotidien. L'économie languit, les finances sont délabrées, des millions d'êtres sont sans travail.

Le monde ne connaît que l'aspect extérieur et apparent de nos villes; il ne voit ni la désolation, ni la misère.

Depuis deux mille ans, notre peuple est en proie à ces fluctuations de destin. Une période d'essor est toujours suivie d'une ère de dépression. Les causes de ces fluctuations ont toujours été les mêmes. Les Allemands, divisés en eux-mêmes et contre eux-mêmes, désunis en esprit, dispersés dans leurs volontés et, conséquemment, impuissants dans leurs actes, se trouvent dépourvus de force dans l'affirmation de leur propre vie. Ils rêvent du droit en s'égarant dans les étoiles et perdent ainsi tout contact avec le sol ferme.

Mais plus le peuple allemand et l'Allemagne étaient divisés, plus s'affaiblissaient l'armature et la protection de la vie nationale, plus on a cherché aussi, de tout temps, à faire de nécessité vertu. La théorie exaltant les valeurs individuelles de nos tribus empêchait de reconnaître la nécessité d'une volonté commune. En définitive, il ne restait à l'Allemand que la ressource de se replier sur lui-même. Peuple de chanteurs, de poètes et de penseurs, il rêvait alors d'un monde où vivaient les autres et c'est seulement lorsque la détresse et la misère l'accablaient d'une façon vraiment trop cruelle, que sa tournure d'esprit artistique engendrait peut-être une aspiration vers un nouveau relèvement, vers une Allemagne nouvelle et, par conséquent, vers une vie nouvelle.

Lorsque Bismarck fit succéder aux efforts culturels de la nation allemande l'union politique de l'État, cet acte sembla clore pour toujours une longue période de discords et de guerres entre les

*) Traduction du texte officiel.

tribus allemandes. Fidèle à la proclamation de son Empereur, notre peuple contribua au développement des trésors de la paix, de la culture et de la morale humaine. Il n'a jamais séparé le sentiment de sa force de l'idée, profondément ressentie, de sa part de responsabilité dans la *vie commune des nations européennes*.

C'est à cette époque, où s'unirent les tribus allemandes au point de vue de la politique d'État et de la politique de puissance, que remonte précisément le début de cette *dissolution spirituelle* de la communauté populaire allemande, dissolution dont nous souffrons aujourd'hui encore.

Et cette décomposition interne de la nation tourna de nouveau — comme cela s'est produit si souvent — au profit des autres pays. La révolution de novembre 1918 marqua la fin d'une lutte dans laquelle la nation allemande était entrée avec l'intime et sacrée conviction de défendre seulement sa liberté et son droit à la vie.

Le mensonge de la culpabilité de l'Allemagne dans la guerre.

En effet, ni l'Empereur, ni le Gouvernement, ni le peuple n'ont voulu cette guerre. C'est seulement la décomposition de la nation et sa débâcle générale qui ont forcé une génération faible à subir, *à l'encontre de ce qu'elle savait pertinemment et à l'encontre de sa conviction la plus profonde et la plus respectable, l'affirmation de sa responsabilité dans la guerre.*

Mais cette débâcle fut suivie d'un écroulement dans tous les domaines. Au point de vue de la politique de puissance, au point de vue moral, culturel et économique, notre peuple tomba dans une déchéance de plus en plus profonde.

Le pire côté de la situation était la destruction consciente de la foi dans notre propre force, le rabaissement de nos traditions et, conséquemment, l'anéantissement des bases d'une ferme confiance.

Des crises sans fin ont, depuis lors, délabré complètement notre organisme populaire.

Mais le reste du monde n'a rien gagné, ni en bonheur, ni en richesse, à l'élimination politique et économique d'un membre essentiel de la communauté des États. L'absurdité de la théorie consistant à maintenir *d'éternels vainqueurs et d'éternels vaincus* a engendré la *folie des Réparations* et, dans la suite, la *catastrophe de l'économie mondiale*.

Tandis que le peuple allemand et l'Allemagne sombraient dans les dissensions et discords de politique intérieure, réduisant ainsi l'économie à la misère, commencèrent à se rassembler des citoyens allemands qui, dans une foi ardente en leur propre peuple, étaient animés du désir de le reconstituer en une communauté nouvelle.

C'est à cette jeune Allemagne, Monsieur le Maréchal, que, par votre magnanime résolution du 30 janvier 1933, vous avez confié la *direction des affaires*.

Appel à la nation.

Mais convaincus que le peuple lui-même devait donner son assentiment à la réorganisation de la vie allemande, nous avons adressé, nous, hommes de ce Gouvernement national, un *dernier appel à la nation*.

Le 5 mars, le peuple s'est prononcé et la majorité du corps électoral s'est ralliée à nous. Par un élan unique dans l'histoire, il a, en quelques semaines, relevé l'honneur national et, grâce à votre compréhension, M. le Président, s'est opérée la fusion entre les symboles de l'ancienne grandeur de l'Allemagne et de sa force nouvelle.

Mais en se présentant pour la première fois devant le nouveau Reichstag, à cette heure solennelle, le Gouvernement national proclame en même temps son inébranlable volonté de prendre en main et d'exécuter résolument le grand œuvre de la *réorganisation du peuple allemand et de l'Allemagne*.

Conscient d'agir d'une façon conforme à la volonté de la nation, le Gouvernement national attend des partis qui constituent la représentation populaire une attitude qui, après les quinze années de détresse dont a souffert notre pays, les élève au-dessus de l'étroitesse doctrinaire des pures idées de parti, pour se soumettre au joug d'airain que nous imposent à tous la détresse actuelle et ses conséquences menaçantes.

Car le travail que le destin réclame de nous doit dominer d'infiniment haut le cadre mesquin et les expédients médiocres des manœuvres de politique quotidienne.

Nous voulons restaurer l'unité d'esprit et de volonté de la nation allemande!

Nous voulons sauvegarder les fondements éternels de notre vie, c'est-à-dire:

Notre personnalité ethnique, avec les énergies et les valeurs qui lui sont inhérentes.

Nous voulons soumettre, à nouveau, *l'organisation et la direction de notre État, aux principes* qui, de tout temps, ont été les conditions primordiales de la grandeur des peuples et des États.

Nous voulons combiner la *confiance* que nous avons dans les principes sains — parce que *naturels et vrais* — *qui doivent dominer la vie avec la constance du développement politique tant intérieur qu'extérieur.*

Nous voulons remplacer l'éternelle fluctuation par la *fermeté* d'un gouvernement, qui devra rendre ainsi à notre peuple une *autorité inébranlable*.

Nous voulons prendre en considération toutes les expériences qui ont été faites tant dans la *vie individuelle et collective* que dans

notre *économie* — j'insiste sur ce point — et qui, au cours de milliers d'années, se sont révélées utiles au bien-être des hommes.

Nous voulons restaurer la *primauté de la politique* appelée à organiser et à diriger la lutte de la nation pour la vie.

Mais nous voulons aussi saisir toutes les forces vraiment vivantes du peuple en tant que facteurs efficients de l'avenir allemand; nous voulons faire un loyal effort pour *unir* tous les gens de *bonne volonté* et pour rendre inoffensifs ceux qui s'efforcent de *nuire* au peuple allemand.

Nous voulons organiser une autre communauté qui harmonise ces éléments primordiaux: les tribus allemandes, les groupes sociaux, les professions et les anciennes classes. Cette communauté doit être rendue capable d'assurer entre les intérêts vitaux du pays ce juste équilibre que réclame le développement futur de notre peuple tout entier. Nous devons reconstituer, avec les paysans, les bourgeois et les ouvriers, un *peuple allemand*.

Il devra alors être et rester, pour tous les temps à venir, le gardien fidèle de notre foi et de notre culture, de notre honneur et de notre liberté.

Mais en ce qui concerne le monde extérieur, eu égard aux sacrifices que la guerre a entraînés, nous voulons nous montrer les amis sincères d'une paix destinée à guérir enfin les blessures dont tous saignent encore.

Le Gouvernement du relèvement national est décidé à remplir la tâche qu'il a assumée par devers le peuple allemand. C'est pourquoi il exprime aujourd'hui devant ce Reichstag allemand l'ardent désir de *trouver en lui un appui* qui lui facilite l'exécution de sa mission. Puissiez-vous, Mesdames et Messieurs, en votre qualité de représentants élus du peuple, reconnaître l'esprit du temps, pour collaborer au grand œuvre du redressement national.

Hindenburg, symbole national.

Du milieu de nous se dresse l'auguste silhouette d'un chef vénérable. *Nous nous levons devant vous, Monsieur le Maréchal!*

Trois fois, vous avez combattu au champ d'honneur pour l'existence et l'avenir de notre peuple.

Comme lieutenant dans les armées du Roi pour l'unité allemande, dans les armées du *vieil Empereur allemand* pour la création triomphale du Reich, dans la *plus grande guerre de tous les temps* comme Maréchal pour l'existence de l'Allemagne et la liberté de notre peuple.

Vous avez assisté jadis à la genèse du Reich, vous avez vu de vos propres yeux l'œuvre du grand chancelier, l'admirable essor de notre peuple et vous nous avez enfin conduit jusqu'à cette heure *grandiose* que le destin nous a permis de vivre nous-mêmes et à l'achèvement de laquelle nous avons pu contribuer aussi par nos efforts.

Hindenburg, palladium du relèvement populaire national.

Aujourd'hui, Monsieur le Maréchal, la Providence vous dresse comme le *palladium* dominant et protégeant le *nouveau relèvement* de notre peuple. Cette vie prestigieuse qui est la vôtre est pour nous tous un *symbole de la force vitale indestructible de la nation allemande*. C'est pourquoi la jeunesse allemande tout entière, et nous tous avec elle, nous *ressentons comme une bénédiction l'assentiment* que vous avez donné à l'œuvre du relèvement de l'Allemagne. Puisse cette force se communiquer également à la nouvelle assemblée — ouverte par vous — de notre représentation nationale.

Mais puisse, en outre, la Providence nous accorder ce courage et cette persévérance qui semblent se dégager, autour de nous, de ce lieu, sacré pour tout Allemand, et qui doivent nous pénétrer, nous qui combattons pour la liberté et la grandeur du peuple et qui sommes aujourd'hui réunis près du tombeau du plus grand de ses rois.

Déclaration faite par
M. Adolf Hitler, Chancelier,
devant le Reichstag *) le 23 mars 1933.

Mesdames et Messieurs les membres du Reichstag allemand.

D'accord avec le Gouvernement de l'Allemagne, le parti national socialiste et le parti national allemand vous ont soumis, aux fins de décision, par la voie d'une proposition dont ils ont pris l'initiative, une loi destinée à remédier à la détresse du peuple allemand et de l'Allemagne.

Les motifs de cette procédure extraordinaire sont les suivants:

En novembre 1918, des organisations marxistes se sont emparées, par une révolution, du pouvoir exécutif. Les monarques ont été détrônés, les autorités du Reich et des pays ont été déposées et la Constitution a été ainsi anéantie. Le succès de la révolution, au sens matériel, a préservé de l'intervention de la Justice les auteurs de cet attentat. Ils ont cherché la légitimation morale de leur acte en affirmant que l'Allemagne et ses gouvernements portaient la

responsabilité du déclenchement de la guerre.

Cette affirmation est sciemment et matériellement fausse.

Mais, dans la suite, ces accusations infondées conformes à l'intérêt de nos ci-devant ennemis, ont abouti aux actes les plus graves d'oppression à l'égard du peuple allemand tout entier. En violation des assurances qui nous avaient été données par les quatorze points de Wilson, commença pour l'Allemagne, c'est-à-dire pour la partie laborieuse du peuple allemand, une période de malheurs sans bornes.

Toutes les promesses faites par les hommes de Novembre 1918 se sont révélées sinon comme des manœuvres mensongères conscientes, du moins comme des illusions non moins condamnables. Les « conquêtes de la révolution » n'étaient, prises dans l'ensemble, agréables qu'à de petites fractions de notre peuple, mais pour l'énorme majorité, tout au moins en tant qu'elle devait gagner son pain quotidien par un honnête travail, ces conquêtes ont été infiniment tristes.

On conçoit que l'instinct de conservation des partis et des hommes coupables de ce développement trouve mille expressions palliatrices et mille excuses. Mais une froide comparaison entre la

*) Traduction du texte officiel.

moyenne des résultats obtenus pendant les quatorze dernières années et les promesses solennelles du début se solde par un résultat accablant pour les régisseurs responsables de cette tragédie criminelle et sans précédent dans l'histoire du peuple allemand.

Au cours des quatorze dernières années, notre peuple a subi, dans tous les domaines de la vie, une déchéance telle qu'on ne peut guère en imaginer de plus grande. Quand on considère les valeurs fondamentales de notre peuple allemand, ainsi que la masse des biens politiques et économiques hérités par lui, on se demande ce qui aurait pu arriver de pire à cette époque.

Bien que peu mobile dans sa sensibilité et ses attitudes politiques, le peuple allemand s'est, de plus en plus, détourné des opinions, des partis et des organisations qui, à ses yeux, étaient responsables de cette situation.

Le nombre des Allemands qui, par conviction intime, se tenaient sur le terrain de la Constitution de Weimar, ne représente finalement plus — malgré l'importance suggestive et l'exploitation sans scrupule de la puissance gouvernementale — qu'une parcelle de toute la nation.

Le fait qui a caractérisé, en outre, ces quatorze années, c'est que — indépendamment de ces oscillations naturelles — la ligne de développement a suivi une courbe constamment descendante. Cette constatation déprimante a été également une des causes de la désespérance générale. Elle a contribué à faire reconnaître la nécessité d'un abandon radical des idées, des organisations et des hommes dans lesquels on commençait, avec raison, à reconnaître progressivement les causes plus profondes de la déchéance nationale.

C'est pourquoi le mouvement national socialiste, malgré la terrible oppression à laquelle il a été soumis, a réussi à rallier un nombre toujours plus grand d'Allemands à son action de défense, en éveillant dans ce sens leur esprit et leur volonté. D'accord avec les autres organisations nationales, il a, en l'espace de quelques semaines, écarté les puissances qui dominaient depuis novembre 1918 et, par une révolution, il a placé la puissance publique entre les mains d'une direction nationale.

Le 5 mars, le peuple allemand a donné son assentiment à cet acte.

Le programme du relèvement

du peuple allemand et de l'Allemagne résulte de l'immensité même de la détresse de notre vie politique, morale et économique. Rempli de la conviction que notre débâcle a sa source dans les préjugés internes qui ont été portés à notre organisme social, le Gouvernement de la révolution nationale s'est assigné pour but d'éliminer ces défauts de notre vie populaire commune, car elles empêcheraient, également à l'avenir, tout redressement réel.

La décomposition de la nation, systématiquement provoquée par l'erreur marxiste, qui y a créé des antagonismes inconciliables d'idées,

constitue un véritable *anéantissement de la base de toute vie collective possible*.

Cette œuvre de dissolution s'attaque à tous les fondements de notre ordre social. L'attitude absolument opposée des individus à l'égard des notions d'État, de société, de religion, de morale, de famille, d'économie, de propriété suscite des différends, qui conduisent à une guerre de tous contre tous.

Emanant du libéralisme du siècle écoulé, ce processus de destruction doit se terminer, avec la fatalité d'une loi naturelle, par le chaos communiste.

La mobilisation, connexe à cette doctrine, *des instincts les plus primitifs* conduit à lier les conceptions d'une théorie politique à des actes véritablement criminels. Depuis le brigandage sur la voie publique, le pillage des magasins, l'incendie criminel, les tentatives contre les chemins de fer jusqu'à l'attentat caractérisé, tous les actes reçoivent leur sanction morale par la qualification « d'activité politique au service de l'idée communiste ». La méthode de *terrorisme tant individuel que collectif* a coûté, à elle seule, au mouvement national-socialiste, en l'espace de quelques années, plus de 300 morts et des dizaines de milliers blessés.

L'incendie criminel du Reichstag, tentative échouée d'une vaste action d'ensemble, ne donne qu'une faible idée de ce que l'Europe aurait à attendre de la victoire de cette diabolique doctrine de destruction. Si une certaine presse s'efforce aujourd'hui, particulièrement en dehors de l'Allemagne, conformément au mensonge politique érigé en principe par le communisme, d'identifier le relèvement national de l'Allemagne avec cet acte scandaleux, cela ne peut que me fortifier dans ma résolution de ne négliger aucun effort pour assurer, dans le plus bref délai, l'expiation de ce crime par l'exécution publique de l'incendiaire coupable et de ses complices.

Ni le peuple allemand, ni le reste du monde ne se sont suffisamment rendu compte de toute l'étendue des actions projetées par ces organisations. C'est uniquement par son intervention, prompte comme l'éclair, que le Gouvernement a empêché un développement qui, s'il avait eu une issue catastrophique, aurait ébranlé toute l'Europe, et nombre de ceux qui, à l'heure actuelle, par haine contre le relèvement national, se solidarisent, en Allemagne et au dehors, avec les intérêts du communisme, seraient devenus eux-mêmes les victimes d'un tel développement.

Le devoir suprême du Gouvernement national sera d'extirper sans réserve et d'éliminer du pays ce fléau, non seulement dans l'intérêt de l'Allemagne, mais encore dans l'intérêt du reste de l'Europe.

Il ne perdra pas des yeux le fait, désormais acquis, qu'il ne s'agit pas seulement ici du devoir négatif qui consiste à lutter contre cette doctrine et contre ces organisations, mais aussi de la tâche positive qui consiste à rallier l'ouvrier allemand à l'État national. Seule

la constitution d'une véritable communauté populaire, dépassant les intérêts et les antagonismes des castes et des classes, est capable de ravir, à la longue, à cette aberration de l'esprit humain les éléments fondamentaux d'où elle tire sa force. La réalisation d'une telle unité d'idées dans l'organisme social allemand est d'autant plus importante qu'elle seule peut fournir la possibilité de maintenir des relations amicales avec les puissances extérieures quels que soient les tendances et les principes ou conceptions qui les dominent. En effet, l'élimination du communisme en Allemagne n'est pas seulement une affaire intérieure allemande. Le reste du monde y est sans aucun doute intéressé pour autant que le déclenchement d'un chaos communiste dans un pays à population aussi dense que l'Allemagne, aboutirait, particulièrement dans le reste de l'Europe occidentale, à des conséquences politiques et économiques dont on ne peut mesurer l'étendue. La division intérieure de notre communauté sociale a forcément abouti à un affaiblissement toujours plus inquiétant de l'autorité suprême de l'État. La diminution de prestige du Gouvernement allemand — conséquence fatale d'une telle insécurité de notre situation intérieure — a éveillé, chez différents partis, dans les divers pays, des idées incompatibles avec l'unité de l'Allemagne. Toute la considération que méritent les valeurs traditionnelles des pays allemands ne peut écarter cette amère constatation que l'exagération de morcellement qui caractérisait la vie autonome des États allemands dans le passé, non seulement n'a pas été utile, mais au contraire a été, souvent, vraiment funeste à la position de notre peuple dans le monde et même aux conditions essentielles de sa vie intérieure.

Mais la tâche d'une direction réfléchie de l'État ne doit point pour cela consister à écarter après coup les avantages résultant d'un développement organique pour assurer simplement l'application du principe théorique d'une unitarisation sans réserve. Son devoir doit être d'élever l'unité d'esprit et de volonté du Gouvernement de la nation et, conséquemment, l'idée même de l'Allemagne unie au-dessus de tout doute.

La prospérité de nos communes et de nos pays, tout comme l'existence individuelle de chaque Allemand, est étroitement subordonnée à la protection de l'État. Le Gouvernement allemand ne prétend donc point, par cette loi des pleins pouvoirs, supprimer les pays. Mais il prendra des mesures qui, dès aujourd'hui et pour toujours, assurent l'uniformité des intentions politiques dans le Reich et dans les pays allemands. Plus grande sera cette concordance d'esprit et de volonté, moins grand pourra être, dans les temps à venir, l'intérêt du Reich à dominer l'autonomie culturelle et économique des différents pays. Il est absolument impossible d'accepter la situation, qui s'est implantée dans les derniers temps, où l'on a vu les gouvernements des pays et du Reich se servir des moyens modernes de la propagande politique pour se rabaisser mutuellement. Je n'admettrai cela en aucune circonstance, et le Gouvernement allemand, prendra, au contraire, toutes les mesures pour que jamais

plus, à l'avenir, des ministres de gouvernements allemands *s'accusent ou se rabatissent* aux yeux de l'univers dans de vastes réunions publiques et même en utilisant, à cet effet, la radiophonie.

Un autre élément qui contribue à *dévaloriser* complètement aux yeux de la population les organismes législatifs, c'est le fait — même en des temps normaux — d'avoir appelé, en l'espace de quatre ans, environ vingt fois le peuple aux urnes électorales, soit dans l'ensemble de l'Allemagne, soit dans les différents pays. Le Gouvernement allemand trouvera le moyen de tirer *pour le Reich et pour les pays les conséquences uniformes d'une déclaration de volonté nationale une fois exprimée.*

Une réforme

plus étendue de l'Allemagne ne pourra résulter que du développement même de son évolution vivante. Le but de cette réforme doit être de *créer une constitution qui combine la volonté du peuple avec l'autorité d'une direction réelle. La légalisation en due forme d'un tel remaniement de sa Constitution est un droit qui revient au peuple lui-même.*

Le Gouvernement de la révolution nationale considère, à cet égard, comme étant de son devoir fondamental — conformément à l'esprit de la confiance qui lui a été exprimée par le vote du peuple, — d'empêcher qu'aucune influence ne soit exercée sur les formes de la vie nationale par les éléments qui, consciemment et avec intention, *nie*nt cette vie allemande. L'égalité théorique devant la loi ne peut aboutir à tolérer ceux qui, par principe, *méprisent les lois et l'égalité*; elle ne peut aboutir à leur *livrer*, en fin de compte, sous couleur d'une doctrine démocratique quelconque, *la liberté de la nation*. Mais il accordera l'égalité devant la loi à tous ceux qui, en ce qui concerne le moyen de sauver notre peuple de ce danger, se solidarisent avec les intérêts nationaux et ne refusent point leur soutien au Gouvernement.

Il va de soi que le plus haut devoir de ce Gouvernement doit être de *placer devant les responsabilités qui leur incombent les chefs spirituels de cette tendance destructive* mais de *sauver* les victimes qu'ils ont séduites. Il considère ceux qui, particulièrement parmi les millions d'ouvriers allemands, se réclament de ces doctrines de folie et d'anéantissement volontaire, comme les produits d'une *faiblesse impardonnable des gouvernements antérieurs* qui n'ont pas empêché de proclamer et de défendre des idées dont ils devaient eux-mêmes menacer de *répression pénale* la réalisation pratique. Le Gouvernement ne se laissera détourner par personne de la décision qu'il a prise de résoudre cette question. Il appartient au Reichstag de prendre maintenant, en ce qui le concerne, une attitude nette. Cela ne changera en rien le *destin du communisme*, ni celui des autres organisations qui fraternisent avec lui.

En prenant ses mesures, le Gouvernement national s'inspire uniquement de l'idée de préserver le peuple allemand, et tout particulièrement les millions d'hommes qui constituent sa classe labo-

rieuse, d'une misère sans nom. C'est pourquoi il considère, à l'heure actuelle, en raison déjà de cette situation, la

question d'une restauration monarchique

comme *ne pouvant entrer en discussion.*

Il devrait considérer comme une atteinte à l'unité de l'Allemagne *l'effort que feraient certains pays allemands de résoudre ce problème par leurs propres moyens et il réglerait son attitude en conséquence.*

Parallèlement à cette désintoxication politique de notre vie publique, le Gouvernement national procédera à un

assainissement moral complet de notre organisme social.

L'ensemble de nos institutions éducatives — le théâtre, le film, la littérature, la presse, la radiophonie — tout cela sera considéré comme moyens d'atteindre ce but et apprécié en conséquence. Ils ont tous à *contribuer* au maintien des valeurs éternelles qui résident dans l'existence de notre personnalité ethnique; l'art sera constamment l'expression et le miroir des aspirations ou de la réalité d'une époque. Le monde de la passivité bourgeoise est en train de disparaître rapidement. L'héroïsme se dresse passionnément pour donner sa forme et sa direction futures au destin des peuples. C'est le devoir de l'art d'être l'expression de cet esprit caractéristique du temps. Le sang et la race redeviendront la source de l'intuition artistique. Ce sera le devoir du Gouvernement de relèvement national de veiller à ce que, précisément à une époque de puissance politique restreinte, la valeur vitale intérieure et la volonté de vie de la nation trouvent une expression culturelle d'autant plus énergique. Cette décision nous oblige à une admiration reconnaissante de notre grand passé. Dans tous les domaines de la vie historique et culturelle, la connaissance de notre tradition doit être la fierté du présent et constituer une *transition vers l'avenir*. *Le respect des grands hommes* doit être profondément inculqué à la jeunesse allemande qui devra de nouveau saluer en eux un legs sacré de la patrie. Par le fait que le Gouvernement est décidé à désinfecter politiquement et moralement notre vie publique, il crée et assure les conditions d'un

sentiment religieux

véritablement profond et intime. Les avantages de politique personnelle, qui peuvent résulter de compromis conclus avec des organisations athées, sont loin de compenser les conséquences visibles de la destruction des valeurs fondamentales générales de la morale et de la religion.

Le Gouvernement national considère les deux confessions chrétiennes comme les facteurs les plus importants du maintien de notre personnalité ethnique. Il respectera les contrats conclus entre elles et les pays allemands; il ne devra être portée aucune atteinte à leurs droits.

Mais le Gouvernement attend et espère que l'activité qu'il consacrera au relèvement national et moral de notre peuple, et qu'il

s'est assignée pour tâche, trouvera une considération égale et réciproque. *Il prendra à l'égard de toutes les autres confessions une attitude de justice objective.* Mais il ne pourra jamais tolérer que le fait d'appartenir à une confession déterminée ou à une race déterminée puisse dispenser de remplir des obligations légales générales ou puisse constituer un blanc-seing d'impunité pour certains actes délictueux ou de tolérance pour certains crimes. Tout son souci est de garantir une *collaboration sincère entre l'Eglise et l'Etat.* *La lutte dirigée contre une conception matérialiste et l'effort visant à créer une communauté populaire réelle sert également les intérêts de la nation allemande et ceux de notre religion chrétienne.*

Notre organisation judiciaire

doit servir, tout d'abord, à maintenir cette communauté populaire. *A l'inamovibilité des juges,* d'une part, doit correspondre, d'autre part, l'élasticité de la jurisprudence qui devra poursuivre le but de maintenir l'ordre social. Le souci principal de la loi ne peut être l'individu, mais le peuple! Toute trahison à l'égard du pays ou du peuple devra être, à l'avenir, flétrie avec la plus extrême rigueur! La base même de l'existence de la justice ne peut être que la base de l'existence de la nation. Puisse donc celle-ci prendre toujours en considération combien sont lourdes les décisions de ceux qui ont la responsabilité de donner, sous la dure contrainte de la réalité, des formes à la vie nationale.

Des tâches bien grandes incombent au Gouvernement national dans les

domaines de la vie économique.

Ici, une loi aura à déterminer tous les actes: *le peuple n'est point fait pour l'économie, et l'économie n'est point faite pour le capital, mais c'est le capital qui doit servir à l'économie et l'économie servir au peuple!* Le principe du Gouvernement sera d'assurer les intérêts économiques du peuple allemand, non point par le détour d'une bureaucratie économique à organiser par l'Etat, mais en prêtant l'aide la plus énergique à l'initiative individuelle, la propriété privée étant respectée.

Seulement, entre l'intention productive, d'une part, et le travail productif, d'autre part, on doit établir un juste équilibre et l'administration doit respecter les résultats de l'intelligente application et du travail, en se montrant elle-même économe. L'un des moindres éléments du problème de nos finances publiques n'est point le problème d'une administration économe.

La réforme de notre système fiscal,

désormais inévitable, doit aboutir à simplifier la taxation, la perception fiscale et, conséquemment, à diminuer les frais généraux. Il faut que la meule des impôts *fonctionne* dans le courant, et non plus aux sources. Conjointement à une simplification générale de notre administration doit s'opérer une diminution de nos charges

publiques. Cette réforme de notre système fiscal, à réaliser dans le Reich et dans les pays, n'est point une question momentanée, mais une question qui s'étend sur une période à déterminer suivant les nécessités.

Le Gouvernement aura pour principe d'

éviter les expériences monétaires.

Mais il y a deux problèmes économiques de capitale importance qui se posent en première ligne. Il faut qu'en tout état de cause on *procède au sauvetage du paysan allemand.*

L'anéantissement de cette classe sociale au sein de notre peuple aboutirait aux pires conséquences imaginables. Il est possible que la restauration de la

productivité pécuniaire des exploitations agricoles

soit pénible pour le consommateur, mais le sort qui serait réservé à tout le peuple allemand si le paysan allemand sombrait, serait incomparablement plus pénible que cette rigueur passagère. On ne peut résoudre la question d'une protection à organiser contre les exécutions forcées et la question d'un allègement des dettes qu'en connexion avec la productivité pécuniaire de notre agriculture, productivité qui doit absolument être rétablie. Si l'on n'y réussissait point, l'anéantissement de notre classe paysanne aboutirait nécessairement non seulement à la débâcle de l'agriculture allemande en général, mais surtout à la débâcle de l'organisme populaire allemand. Or, le maintien de sa santé économique constitue également la première condition de la *prospérité et du développement de notre industrie,* du commerce intérieur allemand et de l'exportation allemande. Sans le contrepoids de la classe paysanne allemande, la folie communiste aurait déjà submergé l'Allemagne et, conséquemment, anéanti définitivement l'économie allemande. Ce que l'ensemble de l'économie, y compris notre industrie d'exportation, doit au bon sens du paysan allemand ne peut en aucune façon être payé par un sacrifice quelconque de nature commerciale. C'est pourquoi on devra, à l'avenir, attacher la plus grande importance à poursuivre la *colonisation du sol allemand.*

Au surplus, le Gouvernement national se rend parfaitement compte que le remède définitif à la détresse tant de notre économie agricole que de notre économie urbaine dépend de la

réintégration de l'armée des chômeurs dans le processus de la production.

Le Gouvernement considère cette réintégration comme étant, par ordre d'importance, le *second* de ses grands et essentiels devoirs économiques. Ce problème ne peut être résolu qu'en connexion avec l'apaisement politique général, avec le rétablissement de l'autorité d'un régime capable de réaliser des principes économiques sains parce que naturels, ainsi que de prendre toutes les mesures nécessaires, même si, dans la conjoncture présente, elles ne peuvent

bénéficier d'aucun espoir de popularité. La *création de travail* et le *service obligatoire du travail*, ne sont, à cet égard, que des mesures de détail dans le cadre d'une entreprise d'ensemble.

L'attitude du Gouvernement national

à l'égard des paysans allemands a pour corollaire son attitude

à l'égard de nos classes moyennes.

Celles-ci ne peuvent non plus être sauvées qu'en connexité avec l'action économique générale. Le Gouvernement national est décidé à apporter à ces questions une solution fondamentale et radicale. Il reconnaît, à cet égard, le devoir historique, qui s'impose, de soutenir et de seconder les millions d'ouvriers allemands dans le combat qu'ils livrent pour obtenir leurs droits à la vie. En ma qualité de chancelier et de national-socialiste, je me sens moi-même lié à eux comme aux anciens compagnons de ma jeunesse. L'augmentation de la capacité de consommation de ces masses sera un moyen essentiel de redressement économique. Dans le cadre permanent de notre

législation sociale,

nous devons, en simplifiant notre administration, faire le premier pas dans la voie d'une réforme. Mais le principe qui devra nous inspirer sera d'utiliser toute capacité de travail au profit de la collectivité entière. Le fait de laisser infructueuses des millions d'heures de travail humain est une folie et un crime, qui doivent aboutir à l'appauvrissement de tous. Quelles que soient les valeurs qui puissent être créées par une utilisation de notre main-d'œuvre, elles pourraient constituer pour des millions d'hommes qui succombent aujourd'hui à la détresse et à la misère, des biens vitaux indispensables. La capacité d'organisation de notre peuple doit réussir et réussira à résoudre cette question. Nous savons que la situation géographique d'un pays qui, comme l'Allemagne, est pauvre en matières premières, ne nous permet pas un régime d'

autarchie complète.

On ne doit pas se lasser de souligner que rien n'est plus éloigné de la pensée du Gouvernement allemand que de se montrer *hostile à l'exportation*. Nous savons que nous avons besoin de relations avec le monde et que le travail destiné à écouler des marchandises allemandes dans l'étendue de l'univers nourrit des millions et des millions de compatriotes.

Mais nous savons aussi de quelle espèce sont les conditions préalables d'un sain *échange de prestations* entre les peuples de la terre. Pendant des années, l'Allemagne a été *forcée* de faire des *prestations sans contre-partie*. La conséquence en est, aujourd'hui, que le devoir de maintenir l'Allemagne en tant que membre actif de l'échange international des marchandises soulève moins un problème de politique commerciale qu'un problème de *politique financière*.

Aussi longtemps qu'on ne nous a pas accordé un mode de règlement des dettes étrangères, qui soit vraiment pratique et corresponde à notre capacité de paiement, nous serons malheureusement forcés de maintenir notre régime de réglementation des devises. Le Gouvernement allemand est tenu pour la même raison d'endiguer l'écoulement des capitaux par delà les frontières. Si le Gouvernement allemand, dans sa politique économique, s'inspire de ces principes, on peut fermement espérer que la *compréhension croissante de l'étranger* en ce qui concerne la situation de l'Allemagne et la nécessité des mesures prises facilitera l'intégration de notre pays dans le processus de la concurrence pacifique entre les nations.

L'aide prêtée au

développement des transports

doit aboutir à équilibrer raisonnablement les intérêts afférents aux divers moyens de trafic. Dès le début du mois prochain, un premier pas dans cette voie sera réalisé par la *réforme de l'impôt sur les automobiles*. La conservation de la « Reichsbahn » et sa *réintégration aussi rapide que possible en la possession du Reich* constitue un devoir non seulement au point de vue économique, mais encore au point de vue moral. Le Gouvernement allemand poussera avec ardeur le développement du trafic aérien en tant que moyen de liaison pacifique entre les peuples.

Dans tous ces domaines d'activité, le Gouvernement a besoin d'être soutenu non seulement par l'ensemble des forces de notre peuple, — auxquelles le Gouvernement est disposé et décidé à recourir dans la plus large mesure — mais tout particulièrement à la fidélité et à l'activité dévouées de notre *corps de fonctionnaires professionnels*. C'est seulement sous la pression de la plus rigoureuse nécessité et eu égard à la situation des finances publiques que des interventions pourront avoir lieu. Mais, même alors, les actes s'inspireront du principe supérieur d'une stricte justice.

La *protection des frontières de l'Allemagne* et, conséquemment, de la vie de notre peuple et de l'existence de notre économie incombent aujourd'hui à notre *Reichswehr*, qui, conformément aux conditions nous imposées par le traité de Versailles, doit être considérée comme la

seule armée du monde ayant véritablement désarmé.

En dépit de ses proportions modiques, résultant de cette situation, et de l'armement tout à fait insuffisant de cette armée, le peuple allemand peut regarder sa Reichswehr avec une satisfaction pleine de fierté. C'est dans les conditions les plus pénibles que ce modeste instrument de notre légitime défense nationale a été créé et s'est développé; et l'esprit qui l'inspire est le symbole de nos meilleures traditions militaires. Mais le peuple allemand a ainsi rempli de la façon la plus strictement consciencieuse les devoirs que lui imposait le traité de paix. Oui, même les constructions qu'on

nous a permis de faire pour remplacer les bateaux de notre flotte n'ont été — j'oserai dire: malheureusement! — effectuées que pour une part minime.

Or, l'Allemagne attend depuis des années que le reste du monde tienne la promesse qu'il avait faite de suivre l'exemple de notre désarmement. Le Gouvernement national a le désir sincère de pouvoir s'abstenir d'augmenter l'armée allemande et ses armements, pour autant qu'enfin les autres pays soient disposés à remplir également leur obligation de désarmement radical. Car l'Allemagne ne veut pas autre chose que des

droits égaux à la vie et une égale liberté.

En tout cas, le Gouvernement national éduquera le peuple allemand dans l'esprit de cette volonté de liberté. L'honneur de la nation, l'honneur de notre armée, l'idéal de la liberté, doivent redevenir sacrés pour le peuple allemand.

Le peuple allemand veut vivre en paix avec le monde.

Mais, précisément pour cette raison, le Gouvernement est décidé à intervenir par tous les moyens pour faire disparaître définitivement la discrimination des peuples du monde en deux catégories. Le fait de tenir ouverte cette blessure conduit l'un à la méfiance, l'autre à la haine et crée, par conséquent, une insécurité générale. Le Gouvernement national est prêt à tendre la main, en vue d'une entente sincère, à tout peuple ayant la volonté de rompre radicalement une fois pour toutes avec ce triste passé. La détresse universelle ne peut prendre fin que si la confiance est rétablie au sein des peuples eux-mêmes et dans leurs relations mutuelles. La détresse mondiale ne peut être conjurée que si l'on crée, par des conditions politiques stables, la base solide que réclame cette situation et que si les peuples recommencent à avoir confiance les uns dans les autres. Pour remédier à la catastrophe économique menaçante, il est nécessaire d'instituer premièrement: une autorité absolue de la direction politique de l'État à l'intérieur, en vue de rétablir la confiance dans la stabilité de la situation; deuxièmement, une garantie de la paix désormais assurée à longue perspective par les nations vraiment grandes, en vue de rétablir la confiance réciproque entre les peuples; troisièmement, le triomphe définitif des principes de la raison dans l'organisation et la direction de l'économie, ainsi qu'une décharge internationale générale du fardeau des Réparations et des inexécutables paiements de dettes et d'intérêts. Malheureusement, nous nous trouvons en présence du fait que, malgré de longues négociations, la

Conférence de Genève

n'a atteint jusqu'ici aucun résultat pratique. La décision relative à l'édition de réelles mesures de désarmement a constamment été retardée par le fait qu'on n'a cessé de soulever des questions techniques de détail, et de jeter dans le débat des problèmes n'ayant

rien à voir avec le désarmement. La situation, contraire au droit, créée par un désarmement unilatéral et l'état d'insécurité nationale qui en résulte pour l'Allemagne ne peut se prolonger.

Nous reconnaissons comme un signe du sentiment de responsabilité et aussi de bonne volonté le fait que le Gouvernement britannique, dans ses dernières propositions présentées à Genève, s'est efforcé d'amener la Conférence à prendre enfin de rapides décisions. Le Gouvernement allemand soutiendra tout effort tendant à contribuer effectivement à un désarmement général et à satisfaire ainsi à la revendication, que l'Allemagne est déjà depuis longtemps en droit de faire valoir, au désarmement. Depuis quatorze ans nous avons désarmé et depuis quatorze mois nous attendons que la Conférence du désarmement donne un résultat. De plus large envergure encore est le plan proposé par le chef du Gouvernement italien qui, avec générosité et clairvoyance, s'efforce d'assurer à l'ensemble de la politique européenne un développement paisible et logique. Nous attribuons à ce plan la plus sérieuse importance. Nous sommes prêts à collaborer en pleine sincérité sur cette base, à l'effort tendant à unir quatre Puissances, Angleterre, France, Italie et Allemagne, en vue d'une coopération politique pacifique qui permette d'aborder courageusement et résolument les problèmes d'où dépend le destin de l'Europe.

A cette occasion, nous ressentons d'une façon particulièrement reconnaissante la cordialité compréhensive avec laquelle le relèvement national de l'Allemagne a été salué en Italie. Nous désirons et espérons que la similitude des idéaux spirituels constituera la base d'une consolidation de plus en plus accentuée des relations amicales entre les deux pays.

De même, le Gouvernement allemand — qui considère le Christianisme comme le fondement inébranlable de la vie éthique et morale de notre peuple, attache la plus grande importance à continuer de cultiver et de développer les relations amicales avec le Saint-Siège. En ce qui concerne le peuple-frère d'Autriche, nous éprouvons le sentiment de partager de la façon la plus sincère ses soucis et ses détresses. Dans ses actes, le Gouvernement allemand s'inspire de la claire conviction de la solidarité de destin qui unit tous les rameaux de la race allemande. Notre attitude à l'égard de chacune des Puissances étrangères ressort déjà de ce que j'ai dit antérieurement. Mais même là où les relations mutuelles se compliquent aujourd'hui encore de difficultés, nous voulons nous efforcer loyalement de trouver un arrangement. En tout cas, nous ne pourrions jamais admettre comme base d'une entente le maintien de la distinction entre vainqueurs et vaincus.

Nous sommes, en effet, convaincus que, dans nos relations avec la France, un tel arrangement est possible si les gouvernements abordent avec une réelle clairvoyance, de part et d'autre, les problèmes qui les concernent. En ce qui regarde l'Union des Républiques Soviétiques, le Gouvernement allemand est disposé à entretenir des

relations amicales profitables pour les deux partis. Le Gouvernement — précisément parce qu'il est issu de la révolution nationale — se reconnaît capable de cette *politique positive* à l'égard de la *Russie soviétique*. La lutte contre le communisme en Allemagne est une *affaire intérieure*, qui ne concerne que nous et dans laquelle nous ne tolérerons jamais aucune immixtion de l'étranger. Les relations politiques d'État que nous avons avec d'autres Puissances auxquelles nous unissent des intérêts communs, ne subiront, de ce fait, aucune atteinte.

Nos relations avec les autres pays méritent de retenir, également à l'avenir, notre plus sérieuse attention, tout particulièrement en ce qui concerne les *grands États d'outre-mer* auxquels l'Allemagne est, depuis longtemps, unie par des rapports d'amitié et par les plus importants intérêts économiques.

Le sort des Allemands vivant en dehors des frontières de l'Allemagne, et qui, en tant que groupes ethniques particuliers fixés au milieu de peuples étrangers, luttent pour assurer la sauvegarde de leur langue, de leur culture, de leurs mœurs et de leur religion, nous amènera toujours à intervenir par tous les moyens dont nous disposons en faveur des *droits internationalement garantis aux minorités allemandes*.

Nous accueillons avec sympathie le plan

d'une conférence économique internationale

et nous sommes d'accord pour souhaiter la voir se réunir bientôt. Le Gouvernement allemand est disposé à y collaborer pour aboutir enfin à des résultats positifs.

La question la plus importante est le

problème de nos dettes privées, à court et à long terme, à l'égard de l'étranger.

La modification complète qui affecte les relations entre les valeurs des marchandises exige qu'on adapte les dettes privées à ce décalage.

C'est seulement par une coopération confiante qu'on peut arriver à remédier vraiment aux soucis généraux. Dix ans d'une paix sincère seront plus utiles à la prospérité de toutes les nations qu'une obstination de trente ans à s'attacher aux concepts de vainqueurs et de vaincus.

Pour donner au Gouvernement les moyens d'accomplir les tâches qu'embrasse le cadre que nous venons de tracer d'une façon générale, il a fait présenter au Reichstag, par les deux partis, nationaux-socialistes et nationaux-allemands, la

loi des pleins pouvoirs.

En ce qui concerne une partie des mesures envisagées, la majorité prévue pour une révision constitutionnelle est nécessaire. L'exécution de ce programme et la solution de ces problèmes s'imposent. Le

Gouvernement agirait d'une façon contraire à l'esprit du relèvement national et inadéquate au but poursuivi, s'il voulait négocier et demander dans chaque cas et pour chacune de ses mesures l'approbation du Reichstag. En agissant comme il le fait, le Gouvernement n'est nullement intentionné de supprimer le Reichstag comme tel, au contraire, il se réserve de l'instruire, de temps en temps, également à l'avenir, des mesures qu'il compte prendre ou même, pour certains motifs, s'il le juge opportun, d'obtenir l'assentiment de cette Assemblée.

Mais l'autorité du Gouvernement et, conséquemment, la réalisation de son programme, se trouveraient compromis s'il pouvait surgir, dans le peuple, des doutes sur la stabilité du nouveau régime.

Il considère surtout, dans l'état de fiévreuse excitation actuelle où se trouve la nation, comme impossible de procéder à une nouvelle convocation du Reichstag. On ne pourrait guère citer l'exemple d'une révolution de si grande envergure qui se soit déroulée — comme cela a été le cas de la révolution de relèvement du peuple allemand au cours de ces semaines — avec tant de discipline et sans effusion de sang. J'ai la volonté et la ferme intention de veiller à ce que ce développement reste paisible également à l'avenir. Mais il est d'autant plus nécessaire que l'on donne au Gouvernement national cette position souveraine qui seule est de nature — en une telle période — à empêcher un développement d'une autre espèce. Le Gouvernement n'a l'intention, à cet égard, de faire usage de cette loi que dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution des mesures d'une importance vitale. Ni l'existence du Reichstag, ni celle du Reichsrat, ne doivent s'en trouver menacées. La position et les droits de M. le Président de l'Allemagne restent intacts; le Gouvernement considérera toujours comme un devoir suprême d'agir en concordance absolue avec son auguste volonté.

L'existence des pays allemands ne sera point supprimée, les droits des Églises ne seront point restreints, leur position à l'égard de l'État ne sera point modifiée. Le nombre des cas dans lesquels s'imposera la nécessité intrinsèque de recourir à une telle loi, est, en principe, limité. Mais le Gouvernement, précisément pour cette raison, attache une importance d'autant plus grande au vote de cette loi. Il préfère, en tout cas, une claire décision. Il demande aux partis du Reichstag d'assurer la possibilité d'un développement paisible de l'Allemagne et d'une entente qui, à l'avenir, se dégagera comme une résultante naturelle de ce développement; mais il est également résolu et prêt à faire face à l'expression d'un refus et, conséquemment, à la déclaration d'une résistance.

C'est à vous qu'il appartient, Messieurs, de décider, si vous voulez, maintenant, la paix ou la guerre.

M. Adolf Hitler, Chancelier d'Allemagne,

devant les représentants de l'Agriculture allemande,
le 5 avril 1933, au Palais de l'ancienne Chambre des Seigneurs.

Monsieur le Président, Messieurs,

Si nous pouvons aujourd'hui siéger de nouveau sous le vieux drapeau noir-blanc-rouge et sous le symbole de la renaissance nationale en Allemagne, c'est au paysan allemand que nous sommes peut-être redevables, pour la plus grande part, de ce tournant historique de notre destin. On parle tant des divers motifs qui déterminent l'activité des gouvernements et l'on oublie trop facilement, à cet égard, qu'à certaines époques toutes les mesures découlent d'une même source. Les actes remontant aux années antérieures sont issus d'une source unique et, de même, ceux de la période qui s'ouvre devant nous découleront nécessairement d'une même source.

Quand je prends ici la parole au nom du Gouvernement national, je le fais pour souligner la tendance dont ce Gouvernement doit s'inspirer. Nous nous qualifions aujourd'hui de gouvernement du relèvement allemand, de la révolution nationale. Nous voulons signifier par là que ce gouvernement — d'une façon tout à fait consciente — se considère et se sent le représentant des intérêts du peuple allemand. Il doit, par conséquent, être également le représentant de la classe paysanne allemande. *Car je ne puis me consacrer aux intérêts d'un peuple si, en fin de compte, je ne reconnais point que sa force essentielle réside dans la classe qui, en fait, représente l'avenir de la nation.*

Si j'embrasse d'un coup d'œil tous et chacun des faits économiques de l'heure et toutes les transformations politiques de l'époque, la question qui, en dernière analyse, continue à se poser comme essentielle, c'est le maintien de la personnalité ethnique en soi. Or, on ne peut apporter à cette question une solution favorable que si l'on a résolu d'abord le problème du maintien de la classe paysanne. *L'histoire nous montre qu'un peuple sans citadins pourrait parfaitement exister, mais l'histoire nous aurait démontré un jour — si l'ancien système avait subsisté — qu'un pays ne peut vivre sans paysans.* On peut arriver à supporter toutes les fluctuations, à surmonter tous les coups du destin, lorsqu'il y a, dans la nation, une classe paysanne saine. Aussi longtemps qu'un peuple peut chercher un refuge chez une forte classe paysanne, il pourra y puiser constamment des forces nouvelles. Croyez-moi, le relèvement dont nous avons été les témoins *n'aurait pas été possible, si nous n'avions pas*

eu toujours dans nos rangs une partie du peuple des campagnes. Il aurait été impossible de conquérir dans les villes ces points d'appui qui nous ont donné, dans notre activité, *l'appoint essentiel de la légalité.* C'est donc au paysan allemand que le peuple allemand est redevable de ce renouvellement, de ce relèvement et conséquemment aussi de ce revirement qui aboutira à l'assainissement général de la situation du pays.

Tout gouvernement qui méconnaîtrait l'importance d'une base si fondamentale ne pourrait être qu'un gouvernement momentané. Il pourrait assurément gouverner et régir pendant quelques années, mais il ne pourrait jamais remporter de succès durables, à plus forte raison de succès éternels. En effet, ce genre de succès exige que l'on s'inspire constamment de la nécessité de maintenir l'espace nécessaire à la vie de la nation et par conséquent l'existence de la classe paysanne nationale. Cette aperception fondamentale détermine la voie à suivre dans de nombreux domaines et la nature même d'innombrables décisions de détail; elle servira de pensée dominante et constituera la directive primordiale et constante de tous nos actes, de toutes nos décisions. En s'inspirant de cette idée essentielle, on ne perdra jamais contact avec la réalité, on trouvera le plus souvent et du premier coup la voie qui convient, quoiqu'il puisse arriver, une fois ou l'autre, que des êtres passagers — comme nous le sommes tous, hélas! — choisissent et prennent une voie qui ne soit point précisément la bonne. Je crois par conséquent qu'un tel Gouvernement — en considérant que sa mission consiste à maintenir la personnalité ethnique allemande, dont les intérêts primordiaux reposent forcément, à leur tour, sur le maintien de la classe paysanne allemande — ne prendra jamais de décisions irrationnelles en s'inspirant de cette idée. Il pourra peut-être se tromper, de temps à autre, dans le choix des moyens, mais il ne commettra jamais d'erreur de principe.

C'est une question de courage que de ne point se borner à voir les choses telles qu'elles sont. On devra, en outre, rompre avec nombre de vieilles traditions, on sera forcé, en des cas nombreux, de prendre position contre l'opinion publique. On pourra d'autant mieux et d'autant plus facilement le faire qu'un bloc essentiel de la nation se rangera plus résolument derrière le gouvernement. Mais il y a une chose impossible, c'est qu'à la longue un régime soit en mesure de combattre contre toutes les tendances. Dès le moment où un gouvernement combat pour le maintien de la personnalité ethnique allemande et conséquemment aussi pour le maintien de la classe paysanne allemande, il faut que précisément ces éléments de la nation, par leur volonté et par leurs actes, se rangent aux côtés du gouvernement, et cela d'une façon absolue. Cette attitude lui donnera la stabilité intérieure dont il a besoin pour prendre des décisions qui, momentanément, sont peut-être difficiles à défendre, mais qui doivent être prises, décisions dont le succès ne peut, au

début, apparaître clairement aux citoyens aveuglés, mais dont on sait qu'elles contribueront, finalement, à sauver la nation tout entière.

Si la classe paysanne allemande s'est unie aujourd'hui en un vaste ensemble, elle facilitera énormément, dans l'avenir, l'action du Gouvernement précisément par le fait de grouper derrière lui l'énorme masse de ses populations. Je crois que, dans ce Gouvernement, il n'y a pas un seul homme que ne soit rempli du sincère désir de participer à cette intime collaboration. Ce que nous voyons dans la solution de ce problème, c'est le salut futur du peuple allemand, non seulement dans les années 1933 et 1934, mais encore dans les temps les plus lointains. *Nous sommes décidés à prendre dès à présent et à exécuter dans les années qui vont suivre ces mesures dont nous savons qu'elles seront reconnues et constatées par les générations futures comme étant justes en principe.*

Il était urgent au plus haut point que l'on trouvât la force d'en arriver aux décisions auxquelles nous sommes, au sens le plus profond et le plus essentiel du mot, redevables du salut de la nation allemande.

Nous sommes prêts à assumer cette lutte difficile. Grâce à la loi des pleins pouvoirs, l'action de sauvetage entreprise en faveur du peuple allemand a été pour la première fois libérée et dégagée des intentions et considérations, issues d'un pur esprit de parti, dont s'inspirait notre ancienne représentation nationale. Grâce à cette loi, nous pourrions prendre maintenant les mesures qui, à la clarté de la raison positive et d'une froide réflexion, nous paraissent nécessaires pour assurer l'avenir de la nation. Les conditions purement légales à réaliser à cet égard sont remplies. Mais il est également nécessaire que le peuple lui-même prenne une part active à cette action de salut. Il ne doit point s'imaginer que, parce que le Parlement ne peut plus paralyser les décisions, la nation n'ait plus besoin de prendre aucune part à la formation de notre destin. *Au contraire, nous voulons que, précisément à l'heure actuelle, le peuple allemand prenne conscience de lui-même et, par une collaboration active, soutienne le gouvernement. On doit en arriver à ce résultat que, lorsque dans quatre ans nous ferons de nouveau appel à la nation, nous ne nous adressions point à des gens qui auraient dormi, mais que nous trouvions devant nous un peuple qui, pendant ces années-là, se soit enfin réveillé de son hypnose parlementaire et qui possède les aperceptions qu'il faut pour comprendre les conditions éternelles de la vie.*

Je sais que le travail qui nous attend comporte des tâches d'une difficulté inouïe. Et cela, non seulement parce qu'après une période de quinze ans pendant laquelle on a perdu de vue les conditions préalables les plus naturelles de la vie, nous devons recommencer le travail en nous fondant sur des principes rationnels tout à fait simples, mais encore parce que, pendant cette période, il s'est formé un inextricable enchevêtrement d'intérêts et que l'on ne peut pour ainsi dire plus faire un pas sans tomber sur des cas de corruption

tant spirituelle que matérielle qu'on doit absolument liquider. Cependant, ce problème doit être résolu et il le sera. *Si le peuple allemand a traversé les millénaires d'un destin changeant, cela prouve que la Providence ne peut vouloir que toutes ces luttes aient été livrées, tous ces sacrifices accomplis pour que les générations à venir gâtent elles-mêmes leur vie et ne soient plus en état de vivre les millénaires futurs. Les grandes luttes du passé auraient été vaines, si nous renoncions à combattre pour notre avenir.*

Les sacrifices que nous avons faits nous-mêmes pour maintenir le Reich allemand ont été lourds. La génération qui a participé à la guerre mondiale a subi des souffrances inouïes. Mais il ne convient pas de se borner à rappeler ces sacrifices: nous devons aussi songer à ce que des générations antérieures à la nôtre ont réalisé, aux souffrances qu'elles ont subies, aux combats qu'elles ont livrés. Nous devons dresser le compte total des sacrifices qui ont été accomplis dès avant nous, et cela non pas pour qu'une génération capitule devant le destin et que les générations des temps à venir s'éteignent par le fait de cette capitulation, mais dans l'espoir que toute génération remplisse à son tour, dans la succession éternelle qui va de l'une à l'autre, le devoir qui lui incombe.

Aujourd'hui, l'obligation de remplir cette tâche s'impose à nous plus que jamais. Pendant quinze ans, on a gravement péché; tous sans exception ont été coupables, les uns consciemment, par des actes positifs, les autres passivement, par tolérance. C'est à nous qu'il incombe, par des efforts collectifs et solidaires, de surmonter les maux de cette période écoulée. Si grande que puisse être cette tâche — étant donné qu'il faut l'accomplir, elle sera accomplie! Ici aussi s'applique l'éternel principe: là où domine une volonté inflexible, il n'y a point de détresse qui ne puisse être vaincue.

M. Adolf Hitler, Chancelier d'Allemagne

le jour de la « Fête nationale du Travail »,

1^{er} mai 1933,

devant 2 millions de travailleurs.

Compatriotes allemands et allemandes,

« Le mois de mai est revenu », dit la chanson allemande. Pendant des siècles, ce jour du 1^{er} mai n'a pas été seulement la journée symbolique de l'entrée du printemps dans la nature, il était aussi le jour de la joie, de l'allégresse et du rayonnement des âmes. Puis, vint une époque qui prétendit réclamer pour elle ce jour et qui fit de ce réveil de la vie renaissante, de la joie et de l'espérance un jour où l'on proclamait le Verbe de discorde et de luttes intestines. Une doctrine qui s'était répandue parmi notre peuple s'efforçait de transformer le jour de la nature rajeunie et du retour désormais visible du printemps, en un jour de haine, de lutte fratricide, de souffrance et de combat. Des décades ont passé sur le sol allemand et ce jour semblait devenir toujours davantage un symbole de la division du peuple allemand, un signe de sa décomposition. Or, après une période où notre peuple a été accablé des pires souffrances s'ouvre enfin une période de retour sur soi-même et, conséquemment, une période où les citoyens allemands se retrouvent à nouveau réunis.

Et aujourd'hui nous pouvons assurément recommencer à chanter comme dans la vieille chanson: « Le mois de mai est revenu! l'heure du réveil de notre peuple a sonné. » Le symbole de la lutte des classes, de la dispute et de la discorde perpétuelles changera dès à présent de sens: il sera symbole de la grande union de notre peuple, du relèvement national! Et c'est pourquoi nous avons choisi à jamais ce jour du réveil de la nature, comme la journée où ressuscitent la vigueur et la force de notre peuple. Ainsi, ce jour est, en même temps, celui du travail réalisateur, de ce travail réalisateur dont l'activité ne s'enferme point dans d'étroites limites, qui n'est point lié au syndicat, à la fabrique, au comptoir, au bureau, un travail que nous voulons reconnaître partout où il est réalisé dans la bonne intention de servir à l'existence et à la vie de notre peuple.

Le peuple allemand a connu des heures de détresse effroyable. Non point qu'on puisse attribuer cette détresse à quelque manque d'application! Non! Des millions de nos citoyens travaillaient comme précédemment, des millions de nos paysans poussaient devant eux leurs charrues, des millions de nos ouvriers sont debout à leur table de tour, à leur enclume retentissante. Des millions de citoyens alle-

mands sont au travail et des millions d'autres voudraient travailler — mais ils ne le peuvent pas. Des dizaines de milliers de gens trouvent l'issue qui consiste à fuir volontairement la vie, une existence terrestre qui semble ne receler pour eux que malheur et que chagrin et ils se consolent dans la pensée de l'au-delà dont ils espèrent plus et mieux. Une indicible souffrance, un malheur inexprimable, ont fondu sur nous et ont entraîné un sentiment de découragement, même de désespoir. Et nous nous demandons pourquoi il en est ainsi?

Cette détresse est de nature politique. Le peuple allemand est intérieurement divisé. Toute sa force vitale est absorbée par ses *luttes intérieures*. La confiance en la vigueur de sa propre volonté, de sa propre puissance morale s'est considérablement réduite. Des millions d'Allemands tournent les yeux au dehors pour voir qui les aidera. Ils espèrent que, d'un côté quelconque, pourront venir peut-être le bonheur et le salut. Le peuple se décompose et, dans cette décomposition, se consume sa force vitale, cette force qu'il lui faudrait dans la lutte pour la vie. Nous avons maintenant, devant nous, les résultats de cette lutte de classes et nous devons tirer une leçon de ces résultats, nous voulons en tirer cette leçon. Nous avons reconnu comme le premier devoir imposé par la nécessité de guérir notre peuple le principe suivant:

les citoyens allemands doivent réapprendre à se connaître mutuellement.

Les millions de personnes qui, divisées par professions, parquées par classes artificielles, séparées par la morgue du rang et le fol esprit de caste, n'arrivaient plus à se comprendre entre elles, doivent retrouver le chemin de la compréhension réciproque. C'est là une tâche énorme — nous le savons — une tâche gigantesque, surtout si, pendant 70 ans, on a prôné et prêché la folie comme idée politique, si pendant 70 ans on s'est assigné comme devoir politique de détruire la communauté nationale. Dans ces conditions, il n'est pas facile de transformer subitement, en la retournant d'un coup, la mentalité des hommes. Cependant, nous ne pouvons ni nous décourager d'entreprendre cette tâche, ni désespérer d'y réussir. Ce que des mains humaines ont construit, des mains humaines peuvent le détruire. Ce que la folie humaine a une fois créé, la raison humaine peut l'éliminer aussi.

Nous savons que ce processus de fraternisation et de compréhension réciproque n'est pas un processus de quelques semaines ou de quelques mois, ni même de quelques années. Mais nous avons l'inébranlable volonté de remplir cette grande tâche devant l'histoire de l'Allemagne, nous avons la volonté de rapprocher à nouveau les Allemands les uns des autres et, s'ils ne le veulent pas, de les rapprocher de force. La sens du 1^{er} mai qui, à partir d'aujourd'hui, doit, à travers les siècles, être fêté en Allemagne, c'est que tous les citoyens qui collaborent par leur activité au grand mécanisme de notre production nationale se reconnaissent et se rapprochent en

cette heure printanière, c'est qu'ils se tendent, une fois par an, la main en constatant que rien ne pourrait être réalisé si tous n'apportaient à l'œuvre commune leur part de travail réalisateur et d'activité. Et c'est pourquoi nous avons pris pour devise de ce jour:

Honore le travail, respecte le travailleur!

Il est difficile aujourd'hui pour des millions d'hommes, en faisant abstraction de la haine et des malentendus qui ont été artificiellement entretenus dans le passé, de fraterniser à nouveau. Mais il y a une évidence qui s'impose et qui permet d'entrer facilement dans cette voie. *Quel que soit le genre d'activité qu'il exerce, un citoyen ne peut ni ne doit oublier que son compatriote — quel que soit également le domaine de son activité — est indispensable dès qu'il remplit son devoir, que la nation n'existe point par le travail d'un gouvernement, par le travail d'une classe déterminée, par le travail d'une classe intellectuelle, mais qu'elle ne vit que par le travail commun et harmonieux de tous.* Et s'il y a des millions de personnes qui croient pouvoir conclure que le genre de travail confère une dignité particulière à celui qui l'exerce, ils commettent certainement une lourde erreur. Il y a peut-être parmi nous des milliers de personnes qui prétendent faire dépendre le respect de l'individu du genre de son travail. Non! on ne peut faire dépendre le respect que de la façon dont le travail est effectué. Le fait que des millions d'entre nous travaillent pendant des années, qu'ils peinent sans pouvoir jamais espérer acquérir des richesses, ni même peut-être s'assurer une vie exempte de souci, ce fait nous impose à tous l'obligation de nous solidariser d'autant plus avec ces millions de travailleurs. Car c'est seulement leur idéalisme et leur dévouement qui rendent possible l'existence et la vie de tous. *Et malheur à nous, si cet idéalisme devait disparaître de notre peuple, si la valeur de l'homme ne devait plus être mesurée qu'aux biens extérieurs matériels qui lui sont échus. Alors, la valeur de notre peuple ne serait plus très grande et son existence ne serait plus très longue.*

Il est inutile de convaincre l'ouvrier de son importance, il est inutile de démontrer au paysan la nécessité de son existence, il est inutile d'aller à l'intellectuel, à l'ouvrier de l'esprit, pour lui faire comprendre l'importance de son activité. *Il est nécessaire que l'on apprenne à chaque classe l'importance de l'autre.* Allons donc dans les villes pour leur apprendre la nature réelle et le rôle nécessaire du paysan allemand. Allons dans les campagnes, allons aux classes intellectuelles pour leur révéler l'importance de l'ouvrier allemand. Allons à l'ouvrier et au paysan pour leur apprendre que, sans l'esprit allemand, il n'y a pas non plus de vie allemande, que tous ensemble ils doivent former une communauté: esprit, cerveau et poing, ouvrier, paysan et bourgeois.

Ce 1^{er} mai devra en même temps faire bien pénétrer dans la conscience du peuple allemand cette vérité que *l'activité et le travail*

ne peuvent à eux seuls créer la vie s'ils ne s'allient point avec la force et la volonté d'un peuple. L'activité et la force, le travail et la volonté, sont des éléments qui se complètent. C'est seulement lorsque, derrière les valeurs créées par le travail, se lève le poing vigoureux d'une nation capable de les protéger et de les défendre que l'application et le labeur peuvent vraiment devenir bienfaisants.

Et, en outre, ce 1^{er} mai doit faire bien pénétrer dans la conscience du peuple allemand: *«Peuple allemand, tu es fort lorsque tu es uni! tu es puissant lorsque tu chasses de ton cœur l'esprit de la lutte des classes et les ferments de discorde. Tu peux appuyer ton travail d'une force inouïe, si tu l'unis à la volonté de ta race toute entière!»*

Nous rêvons d'un État de nationalité allemande, qui puisse assurer de nouveau à notre peuple le pain quotidien sur terre et nous savons que, pour cela, il faut la force unie de toute la nation. Si aujourd'hui les marxistes raillent notre effort, en le prétendant vain, nous leur administrerons la preuve du contraire par notre réussite. Mes amis, *rien de grand sur la terre n'a été donné gratuitement aux hommes. Tout doit être conquis par une lutte pénible. Le relèvement d'un peuple n'est point non plus une faveur simplement offerte par le destin. Elle doit être conquise par un combat intérieur, et nous ne pouvons plus aujourd'hui nous répandre en plaintes.* Nous le savons, nous arriverons à nous rendre dignes de ce relèvement, nous obtiendrons la liberté de notre peuple. Et c'est seulement alors qu'on verra, d'autant plus clairement, jusqu'à quel point le marxisme n'a été qu'une pure théorie. On verra que beau et séduisant en principe, il aura, en réalité, été incapable d'apporter à un peuple rien d'utile ni d'heureux. *Et ce 1^{er} mai doit démontrer, en outre, que nous ne songeons pas à détruire, mais que nous pensons, bien au contraire, à construire.* Le plus beau jour du printemps ne peut être pris comme symbole de lutte, mais seulement comme symbole de travail constructif, non point comme symbole de décomposition et conséquemment de dissolution, mais seulement comme symbole de solidarité nationale et, conséquemment, d'essor. Ce n'est point par pur hasard que nos adversaires, qui voulaient fêter ce jour depuis 70 ans et qui ont occupé pendant 14 ans le pouvoir en Allemagne, n'ont point réussi à saisir, ce jour-là, l'âme collective du peuple allemand comme nous avons pu le faire dès la première Fête du Travail. Le peuple éprouvait, inconsciemment, le sentiment intime que cette fête était alors en contradiction avec le renouvellement printanier de l'année. Il ne voulait pas haïr, il ne voulait pas combattre, il voulait le relèvement, et aujourd'hui, il le sent: le 1^{er} mai a été rendu à son sens profond. Et c'est la raison pour laquelle des millions d'hommes se répandent à flots joyeux dans toute l'Allemagne, pour rendre témoignage de leur volonté de participer à ce redressement de la nation. Si nous célébrons aujourd'hui pour la première fois cette fête, nous voulons nous bien représenter les buts que nous nous proposons pour la période qui va s'ouvrir:

Nous voulons irréductiblement combattre pour que la puissance que la nouvelle idée, la nouvelle foi politique a conquise dans notre peuple ne disparaisse plus jamais et pour qu'au contraire, elle s'y affermisse toujours davantage.

Nous voulons combattre pour que la nouvelle idée se lève victorieusement sur toute l'Allemagne et pour qu'elle s'empare progressivement et puissamment de tout le peuple allemand. Nous voulons donc défendre courageusement et résolument ce drapeau de la résurrection nationale contre tout qui croirait pouvoir le rabaisser. Nous voulons réveiller et intensifier constamment, dans notre peuple, la confiance en soi et le sentiment de sa dignité. Nous connaissons la période que nous avons traversée et ceux qui l'ont représentée. Avec intention, ils avaient inoculé à notre peuple l'idée de sa prétendue infériorité générale dans le monde, l'idée qu'il n'était point capable de grandes actions, qu'il n'était point digne du droit accordé à tous les autres. On avait provoqué artificiellement ces complexes d'infériorité, parce qu'ils correspondaient à l'infériorité de ces partis qui ont égaré ce peuple pendant toute cette longue période. Nous voulons à présent le délivrer du joug de cette idée, nous voulons lui imprimer la conviction désormais ineffaçable que voici :

Peuple allemand, tu n'es pas un peuple de deuxième rang, quand bien même le monde entier voudrait mille fois qu'il en fût ainsi! Tu n'es pas un peuple de valeur moindre, ni de secondaire importance. Peuple allemand, rappelle-toi à toi-même, à ton passé, aux œuvres de tes pères, aux œuvres de ta propre génération! Oublie 14 années de décomposition et relève-toi en pensant à deux mille ans d'histoire allemande!

Et nous vous avons, mes chers compatriotes, fait entendre ce rappel, dans toute l'Allemagne, dès le premier jour, pour vous donner cette conviction, jaillissant directement du sentiment de notre solidarité intérieure.

Allemands, vous êtes un peuple qui est fort si vous-mêmes vous voulez être forts!

Ces millions d'hommes qui manifestent aujourd'hui en Allemagne retourneront chez eux avec le sentiment d'une unité nouvellement reconquise et avec le sentiment connexe d'une force intime nouvellement récupérée. Je le sais, camarades, votre pas sera demain plus énergique encore qu'il ne l'était hier. Nous le sentons tous, en effet; *on peut aujourd'hui peut-être violenter la nation, la mettre aux chaînes, on ne peut plus nous plier ni nous humilier. Et nous voulons renforcer ainsi, en ce jour, non seulement ta confiance en toi-même, peuple allemand, mais encore ta confiance en ton gouvernement qui se sent lié à toi, qui est un morceau de toi-même, qui t'appartient, qui lutte avec toi et combat avec toi pour ta vie, qui n'a d'autre but, peuple allemand, que de te rendre à nouveau libre et heureux.*

Enfin, nous devons, en ce jour, démontrer par un acte notre solidarité pour l'avenir. Lorsque nous avons, pour la première fois, livré à la publicité

L'idée du service de travail obligatoire,

les représentants du monde marxiste expirant, se sont rués immédiatement dessus et ont déclaré: « C'est là une nouvelle attaque contre la vie de l'ouvrier! » Pourquoi cette attitude? Ils savaient très bien, pourtant, que ce ne serait point une attaque contre le travail, ni surtout une attaque contre les ouvriers, mais seulement une attaque dirigée contre un affreux préjugé, contre le préjugé de l'infériorité du travail manuel. C'est ce préjugé que nous voulons aujourd'hui extirper d'Allemagne. *A une époque où il y a encore, parmi nous, des millions des personnes qui ne comprennent point l'importance du travail manuel, nous voulons que ce peuple allemand apprenne, par le service obligatoire du travail, que le travail manuel ne déshonore pas, que le travail manuel n'est point une humiliation, mais qu'au contraire, comme n'importe quelle autre activité, il constitue un honneur pour celui qui l'accomplit fidèlement et loyalement.*

C'est pourquoi notre inébranlable résolution est que tout Allemand, quel qu'il soit, quelle que soit sa naissance, qu'il soit riche ou pauvre, fils de savant ou d'ouvrier, devra, une fois dans sa vie, exécuter des travaux manuels, afin de s'y initier et afin d'apprendre à obéir pour pouvoir commander. *Nous ne songeons nullement à n'écarter le marxisme que d'une façon purement extérieure. Non! nous sommes résolus à lui retirer ses bases primordiales. Nous voulons épargner aux générations futures ces perversions spirituelles.*

Travailleur intellectuel et travailleur manuel ne doivent, en aucun cas, s'opposer. Aussi voulons-nous extirper cette morgue qui s'empare si facilement de l'individu et qui lui fait regarder avec mépris les camarades qui ne travaillent « que » devant un établi, ou une machine, ou derrière une charrue. Mais il ne suffit pas que chaque Allemand apprenne à connaître le travail manuel. Il faut que, de son côté, l'ouvrier lui-même sache que le travail intellectuel est également nécessaire. Il doit comprendre lui-aussi que nul n'a le droit de regarder l'autre avec mépris, de se considérer lui-même comme meilleur, mais que chacun doit être prêt à s'intégrer au sein de la grande communauté.

Au cours de cette année, nous traduirons pour la première fois dans la pratique cette grande idée éthique que nous associons au service obligatoire du travail. Dans 40 ans — nous le savons — le mot: travail manuel aura changé de sens pour des millions d'hommes, de même que la notion de lansquenet, exprimant une conception ancienne, a fait place au concept supérieur de soldat allemand.

Mais nous aurons cette année un autre grand devoir à remplir: celui d'effectuer et d'assurer la libération de l'initiative créatrice, en la dégagant des empiètements désastreux de décisions majori-

taires. Et cela non seulement au parlement mais encore dans l'économie. Nous savons que notre économie ne peut fleurir si l'on ne trouve point une harmonisation synthétique entre la liberté de l'esprit créateur et la responsabilité à l'égard de la collectivité nationale. Donc nous aurons aussi pour devoir de donner aux contrats l'importance qui leur revient. L'homme ne vit point pour les contrats; au contraire, les contrats sont conclus pour rendre la vie possible aux hommes. Enfin, nous nous efforcerons, cette année, de franchir la première étape dans la voie d'une

gestion organique de l'économie.

A cet égard, nous partirons d'une constatation fondamentale à savoir qu'il n'y a point d'essor qui ne prenne naissance à la racine même de la vie nationale, ethnique et économique, à savoir chez le paysan. Du paysan la voie conduit vers l'ouvrier et ensuite vers l'intellectuel.

C'est pourquoi nous commencerons par assainir l'agriculteur et son exploitation: nous savons que c'est là la condition primordiale de l'assainissement de tout le reste de l'économie. Pendant 14 ans, on a fait le contraire, et l'on en a vu les conséquences. On n'a point sauvé les villes, on n'a point sauvé l'ouvrier, on n'a apporté aucune aide aux classes moyennes; non! on les a tous ruinés et anéantis!

Ainsi s'impose à nous une autre tâche: celle d'éliminer le chômage par un programme de travail, programme que nous divisons en deux grands groupes. D'abord, création de travail privé. Nous entreprendrons, à cet égard, cette année, une œuvre vaste grâce à laquelle nous remettrons en état les bâtiments, les maisons d'Allemagne, et nous procurerons du travail à des centaines de milliers de chômeurs. Nous voulons, en ce moment et en cet endroit, adresser pour la première fois à tout le peuple allemand l'appel suivant: «Peuple allemand, ne crois point que le problème de la création de travail se résolve dans les étoiles. Tu dois contribuer toi-même à le résoudre. Tu dois, par ta compréhension et ta confiance, faire tout ce qui peut être fait pour créer du travail. Chacun a le devoir d'acheter, à son tour et sans hésitation, ce dont il a besoin, de ne pas tarder à faire les commandes qui seront un jour nécessaires. Tout chef d'entreprise, tout propriétaire d'immeuble, tout homme d'affaires, tout citoyen a le devoir de songer au travail allemand. Si, à l'heure actuelle, on répand dans le monde entier des inexactitudes sur notre compte, si l'on diffame le travail allemand, nous devons du moins compter que l'Allemand lui-même recourra à son propre travail national. C'est là un appel qui est adressé à des millions de citoyens et qui est le mieux de nature à procurer du travail à des millions d'entre eux.

En outre, nous avons en vue un vaste programme de travaux publics, que nous ne prétendons point renvoyer à la postérité, mais dont nous nous efforcerons de réaliser la possibilité cette année; le programme de nos constructions de voies, routes et chaussées

nouvelles, tâche énorme qui exige des milliards. Nous commencerons les travaux sur une grande échelle. Nous écarterons les résistances qu'ils pourraient rencontrer. Ainsi se trouvera amorcée une série de travaux publics qui contribueront conjointement à réduire toujours davantage le nombre des chômeurs.

Nous voulons travailler et nous travaillerons. Mais, en fin de compte, tout dépend du peuple allemand lui-même, c'est-à-dire de vous, de la confiance que vous avez en nous; tout cela dépend de la force avec laquelle vous vous ralliez à l'État national. C'est seulement à la condition que vous vous unissiez dans une même volonté de sauver l'Allemagne que l'Allemand peut trouver son salut en Allemagne.

Nous savons que nous avons encore d'énormes difficultés à surmonter et nous savons que tout travail humain reste inutile s'il n'est béni par la Providence. Mais nous ne sommes pas de ceux qui s'abandonnent commodément à la volonté de l'au-delà. Aucun effort ne nous sera épargné. De même que la voie que nous avons suivie durant 14 années jusqu'aujourd'hui a été un calvaire de luttes perpétuelles, un calvaire dont l'âpreté nous a fait mille fois désespérer, de même le chemin de l'avenir sera dur. Le monde nous persécute. Il se tourne contre nous. Il ne veut pas reconnaître notre droit à la vie. Il ne veut pas reconnaître notre droit de protéger notre patrie.

Mes chers compatriotes, si le monde est contre nous, nous devons être d'autant plus unis et nous devons infatigablement lui répéter: «Vous pouvez faire ce que vous voulez! Mais jamais vous ne nous ferez fléchir, jamais vous ne nous forcerez à reconnaître un joug. Vous n'empêcherez jamais plus notre peuple de réclamer la parité des droits. Le peuple allemand a repris conscience de lui-même. Il ne supportera plus qu'il y ait chez lui des gens qui ne soient point pour l'Allemagne. Nous voulons mériter et obtenir loyalement, par notre application, notre ténacité, notre inébranlable volonté, le relèvement de notre peuple. Nous ne demandons point au Tout-Puissant: «Rends-nous donc libres!» Nous voulons agir, travailler, vivre fraternellement, combattre côte à côte, en sorte que l'heure vienne où nous puissions paraître devant Dieu et Lui dire: «Seigneur, Tu le vois, nous nous sommes convertis, le peuple allemand n'est plus le peuple des sans-honneur, de la honte, de l'entredéchirement volontaire, du peu de courage et du peu du foi. Non, Seigneur! le peuple allemand est redevenu fort, fort en volonté, fort en ténacité et il a la vigueur qu'il faut pour supporter tous les sacrifices. Seigneur, nous ne te laissons point! Daigne bénir la lutte que nous livrons pour notre liberté, daigne bénir notre peuple allemand et notre chère patrie!»

M. Adolf Hitler, Chancelier d'Allemagne,
au Congrès du Front du Travail allemand, à Berlin, le 10 mai 1933 *).

De grandes révolutions ne peuvent se produire dans la vie des peuples si elles ne sont point provoquées par ce que je pourrais presque appeler une pressante nécessité.

On ne peut faire une révolution qui soit vraiment et profondément radicale que si le peuple, par ses sentiments intimes, tend à une telle révolution,

si des circonstances déterminées vont, pour ainsi dire, jusqu'à imposer cette révolution. Il est facile de modifier extérieurement la forme de gouvernement. Mais on ne peut jamais réussir à transformer intérieurement un peuple que si un processus déterminé d'évolution s'est déjà plus ou moins accompli de lui-même, que si ce peuple reconnaît déjà lui-même — quoique peut-être d'une façon encore imprécise, mais au moins par un sentiment ayant sa source dans l'inconscient — que la voie où il s'est engagé est mauvaise, que si ce peuple est déjà disposé à sortir de cette voie et qu'il soit uniquement empêché par le flegme et la force d'inertie de la masse de trouver la voie nouvelle qui lui convient, jusqu'au moment où vienne de quelque part le choc libérateur ou jusqu'au moment où un mouvement, dont les chefs ont déjà vu cette voie nouvelle, détermine, un beau jour, la nation à y entrer. Que le peuple, au premier moment, veuille ou semble ne pas vouloir s'y engager — il y entrera pourtant si, intérieurement, d'une façon consciente ou inconsciente, il éprouve déjà le sentiment que le sentier où il cheminaient n'était point, en définitive, la vraie voie à suivre. Parmi toutes les crises dont nous souffrons, et qui, au fond, ne constituent qu'un phénomène d'ensemble, celle que le peuple ressent le plus profondément lui-même est la

crise économique.

La crise politique, la crise morale ne sont que très rarement ressenties par l'individu; l'homme moyen ne voit point, dans son époque, ce qui affecte la généralité, mais il n'aperçoit le plus souvent que ce qui le frappe lui-même. C'est pourquoi, les contemporains n'ont que très rarement une aperception compréhensive de la décadence politique ou morale qui s'accomplit devant eux, aussi longtemps que cette décadence ne s'étend point, d'une façon quelconque,

*) Traduction du texte officiel.

au domaine économique. Mais si cela se produit, on ne se trouve plus en présence d'un problème abstrait quelconque que l'on peut peut-être observer ou étudier chez des tiers. Non! l'individu se trouve, dès lors, un jour, lui-même intéressé par ces questions et, dans la mesure même où une telle crise commence à exercer sur lui ses effets, il se rend de mieux en mieux compte de l'intolérabilité de la situation existante. Alors, on parle tout à coup d'une détresse économique, d'une misère de l'économie, et alors il devient possible, en partant de cette détresse, d'éveiller la compréhension de la misère morale et politique qui, en d'autres conditions, reste d'ordinaire longtemps cachée à l'individu.

Mais il est naturel que la détresse économique, elle non plus, ne soit point immédiatement reconnue dans les différentes sources dont elle émane et que l'on ne voie point, ici non plus, du premier coup tout ce qui contribue, en dernière analyse, à cette détresse. Il est également compréhensible que chacun soit d'ordinaire tenté d'en attribuer la faute aux autres et tout particulièrement de rendre la communauté, les corporations etc., responsables d'un état de choses, dont lui-même est, en réalité, coupable en partie. On peut considérer alors comme une chance toute particulière de réussir progressivement à expliquer une telle détresse de façon si claire que les véritables causes en deviennent visibles pour un nombre toujours plus grand de personnes; car cela est nécessaire pour trouver les voies qui conduisent à la guérison.

Il ne suffit pas de dire que la détresse économique de l'Allemagne est le symptôme d'une crise mondiale, à savoir d'une détresse économique qui sévit partout; car il est évident que chacun des autres peuples peut tout aussi bien invoquer la même excuse et le même prétexte pour expliquer sa détresse. Mais il est clair que, même si cette détresse est commune à tous, elle ne peut avoir ses racines à un endroit indéterminé du monde, mais qu'elle les a toujours au sein des peuples eux-mêmes. La seule chose vraisemblable, c'est que cette racine se révélera peut-être comme étant la même chez beaucoup de peuples; mais on ne peut espérer se rendre maître d'un fléau en se bornant à constater que ce mal est déterminé par les conjonctures de l'heure. Au contraire, il est évident qu'il faut, au sein du peuple lui-même, découvrir les racines de la détresse et guérir le mal là où on peut réellement le guérir.

Malheureusement, le peuple allemand, plus que tout autre, n'est que trop incliné, à de telles époques — au lieu de considérer ce qui se passe chez lui — à tourner les regards vers des horizons lointains. La longue éducation par laquelle il a été habitué à des conceptions internationales l'incite, même en une heure aussi grave, à envisager ce problème à des points de vue internationaux. Oui, cette longue éducation a pour résultat que nombre d'entre nous ne croient point qu'on puisse échapper à un tel désastre par d'autres moyens que des méthodes internationales. Et cependant cela est faux! Il est

naturel que des infirmités internationales qui accablent d'une façon quelconque tous les peuples doivent être éliminées par ces peuples eux-mêmes. Mais cela ne modifie en rien cette vérité que tout peuple doit assumer lui-même la lutte à engager et que, surtout, un peuple ne peut être libéré du fléau par des mesures internationales s'il ne prend point de lui-même les mesures nécessaires.

Ces mesures nationales peuvent évidemment s'intégrer dans le cadre de mesures internationales. Seulement, on ne peut subordonner cette activité intérieure à l'activité des autres.

La crise de l'économie allemande n'est pas seulement une crise qui se traduit par les chiffres relatifs à notre économie, elle est, en première ligne, une crise qui s'exprime par le développement interne, le mode d'organisation etc. de notre vie économique. Et à cet égard, nous pouvons assurément parler d'une crise toute particulière qui a frappé plus rudement notre peuple que les autres nations de la terre:

C'est la crise que nous constatons dans les relations
entre le capital, l'économie et le peuple.

Elle nous apparaît d'une façon singulièrement brutale dans les relations existant entre notre patronat et notre classe laborieuse. A cet égard, elle a atteint une acuité telle qu'on n'en rencontre l'équivalent dans aucun autre pays. Si cette crise n'est point résolue, tous les autres efforts visant à maîtriser la détresse économique s'avèreront, à la longue, absolument vains.

Si nous étudions l'essence la plus intime du mouvement ouvrier allemand tel qu'il s'est progressivement développé au cours du dernier demi-siècle, nous constaterons *trois motifs fondamentaux*, qui ont conditionné cette évolution toute particulière.

Le premier motif réside dans la modification de la forme
d'exploitation de notre économie en soi.

Cette cause, nous la voyons apparaître dans le monde entier exactement comme en Allemagne. Datant du début du siècle dernier et s'accroissant à l'époque moderne, une véritable métamorphose s'est produite dans cette forme antérieure d'économie que je pourrais presque appeler petite-bourgeoise, et cela dans le sens d'une industrialisation. Le résultat en est la disparition définitive de la relation patriarcale entre patron et travailleur. Ce processus s'accroît dès le moment où l'action-papier se substitue à la propriété personnelle. Nous voyons alors commencer à s'affirmer une dissociation entre celui qui crée par la tête et celui qui crée par la main, car, en fin de compte, cette différence est la seule vraiment décisive.

Ce n'est point le mot de propriété en soi qui peut être considéré ici comme caractéristique; car nous savons qu'une quantité innombrable d'hommes ayant fondé notre production n'étaient point

originellement issus de ce qu'on appelle la « propriété », mais, au contraire, issus du travail, et c'est parce que la force du poing s'est, en eux, élevée jusqu'à la génialité de l'esprit qu'ils ont été des inventeurs bénis, des organisateurs bénis, auxquels, chers compatriotes, nous sommes redevables, en partie, de notre vie, car, sans la capacité de ces hommes, il ne nous aurait jamais été possible d'alimenter et d'entretenir 65 millions de personnes sur la surface restreinte de notre territoire.

Nous serions, sans eux, restés un pays exportateur, vendeur de main d'œuvre brute et conséquemment aussi — cela est évident — un pays qui exporte l'esprit incorporé à cette main-d'œuvre: engrais de culture pour le reste du monde. Si cette situation a changé, nous le devons à la multitude des hommes de notre peuple qui, par leur travail, ont surgi des profondeurs et, par leur talent, par leur génialité, ont pu créer et assurer du pain à des millions de personnes. La situation n'est donc point telle que nous puissions parler a priori de chefs d'entreprise, d'une part, et de travailleurs d'autre part. L'évolution a simplement consisté en ce que l'esprit — comme c'est toujours le cas — dans la vie humaine — s'est élevé, à la façon d'un élément dominant, par-dessus la force matérielle ordinaire. Mais cet esprit lui-même n'a nullement été chez nous un privilège de la naissance; nous le trouvons, au contraire, dans toutes les couches de notre société, dans toutes les situations de notre vie collective. On peut vraiment dire que le peuple allemand dans toutes ses classes a contribué à créer de tels facteurs.

Or, la dissociation progressive que nous avons pu constater, a conduit à ceci que, d'une part, des intérêts se sont révélés comme étant particuliers aux travailleurs, et ainsi a commencé le malheur de notre développement économique. Une fois qu'on est entré dans cette voie, on a dû forcément suivre des directions toujours plus divergentes. Ici, intervient une loi dominante:

Si l'on s'est une fois engagé dans une route déterminée qui est mauvaise, elle nous écarte toujours davantage de la raison. C'est une expérience que nous avons pu faire par une longue pratique de 70 années. La voie choisie — avec toutes les conséquences auxquelles elle devait aboutir — s'écartait tellement de la raison naturelle que les gens intelligents — qui conduisaient eux-mêmes le peuple dans cette voie — lorsqu'on les prenait à part et qu'on les interrogeait séparément, devaient reconnaître, sans plus, l'absurdité de cette méthode. Et ils ont, d'ailleurs, en tant qu'individus, reconnu constamment cette absurdité; c'est seulement en raison de la contrainte inhérente à l'organisation existante qu'ils se voyaient impuissants à retrouver la voie de la raison.

Au contraire, le chemin suivi conduisait forcément dans des directions divergentes et ce processus était favorisé — comme je l'ai dit — par la

dépersonnalisation de la propriété.

Je pourrais presque dire que cet errement était, apparemment, corroboré et confirmé scientifiquement. Peu à peu s'est dégagée une idéologie qui croit pouvoir maintenir à la longue la notion de propriété, quoique ceux qui, pratiquement, bénéficient de cette notion ne représentent plus qu'un pourcentage minime de la nation. Et, inversement, a surgi l'idée que, puisqu'il n'y a plus qu'un pourcentage restreint de bénéficiaires pratiques de la propriété, l'idée de la propriété elle-même doit être rejetée. Ainsi s'est ouverte l'interminable discussion, la polémique relative à la notion de propriété privée et à la « propriété » en soi. Par la suite, cette polémique a abouti à dissocier toujours davantage les deux facteurs essentiels de la vie économique.

Et la situation qui se développe dès lors est, en partie, de nouveau contre nature. Dès le moment où les deux intéressés ne considèrent plus, théoriquement, leur tâche comme une tâche commune, il devient clair que, vis à vis du chef d'entreprise, il ne peut plus y avoir place que pour le travailleur organisé. Il est alors évident qu'à la force indubitablement représentée par le chef d'entreprise ne peut plus s'opposer que la force concentrée de la classe laborieuse.

Si l'on s'engage une fois dans cette voie, il est logique d'opposer l'organisation des ouvriers à l'organisation des chefs d'entreprise. Evidemment, ces deux organisations n'agiront point à l'égard l'une de l'autre avec tolérance, elles défendront leurs intérêts en apparence opposés, en usant des moyens de combat dont elles disposent, c'est-à-dire du lock-out et de la grève. Dans cette lutte, tantôt les uns vaincront; parfois, ce seront les autres. Dans les deux cas, l'ensemble de la nation aura à payer les frais du combat, à supporter les préjudices qui en résultent.

Or, cela conduit en fin de compte — eu égard à cette disposition du caractère allemand qui incline à la bureaucratie — à compliquer toujours davantage les organisations qui, dès lors, commencent à se constituer et cela aboutit à créer un appareil toujours plus énorme. Et, finalement, ce ne sera plus l'appareil qui servira aux intéressés, mais les intéressés qui serviront à l'appareil, en sorte que l'on continuera la lutte pour pouvoir trouver une justification à l'existence de l'appareil même. Si parfois la raison intervient tout à coup et dit: « Tout cela est folie! en comparaison des sacrifices, le bénéfice obtenu est absolument risible; lorsqu'on les additionne, les sacrifices que l'appareil exige de nous dépassent considérablement tous les profits humainement possibles », les appareils seront d'autant plus forcés de démontrer combien ils sont nécessaires, en attisant, de part et d'autre, la lutte engagée entre les intéressés. Et alors il peut même, assurément, se faire que les appareils, prenant conscience de cette situation, cherchent à s'entendre l'un avec l'autre.

Cela revient à ceci: l'appareil A dit: « Je suis heureux que l'appareil B soit là, car je trouve toujours des moyens de m'arranger avec lui. Si l'appareil B n'était pas là, et si, au lieu d'avoir affaire à lui, j'avais affaire à de francs fanatiques qui me combattent — cela serait bien pire! Les gens de l'appareil B, nous les connaissons très exactement et nous savons comment nous devons nous y prendre avec eux. » On trouve déjà ici le chemin à suivre. Qu'on rende à César ce qui est à César et au peuple ce qui est au peuple — et au syndicat ce qui est au syndicat! Alors, on trouve déjà un moyen de s'arranger « pacifiquement ». Tout cela devient même parfois une mauvaise comédie: on aboie l'un contre l'autre, on rompt des lances, mais, naturellement, on ne finit jamais par se tuer — cela, vraiment, on ne peut le faire! Sinon, ce serait la fin des syndicats et des groupements de chefs d'entreprises. Finalement, tous vivent aux dépens de la collectivité.

Cette lutte, qui aboutit à une dilapidation illimitée de ressources, de capacité de travail etc., est une des raisons de la catastrophe qui, lentement, mais sûrement, se préparait.

Le deuxième motif est l'entrée en scène du Marxisme.

Le marxisme, en tant que philosophie de décomposition, a, d'un pénétrant coup d'œil, reconnu que le mouvement syndical lui offrait la possibilité de mener, cette fois, avec une arme absolument destructrice, son attaque contre l'État et contre la collectivité humaine. Noin point, certes, pour aider l'ouvrier — car, que représente l'ouvrier d'un pays quelconque, pour ces apôtres de l'internationalisme? — Rien! Absolument rien! Ils ne l'aperçoivent même pas. Car ils ne sont point eux-mêmes des ouvriers, ils sont des *plumitifs étrangers au peuple, une clique qui ne connaît rien du peuple!*

Ils ont exactement reconnu que de se servir du mouvement syndicaliste, tout en favorisant de la façon la plus amicale les excès de l'autre partie, constituait le moyen le plus rapide de se procurer un instrument qui — en même temps qu'il leur permettait de poursuivre la lutte — leur apportait à eux-mêmes leur pâture! Et en effet, pendant toutes ces décades, la social-démocratie politique a vécu de cette lutte, elle s'est nourrie de cette organisation de combat.

On devait inoculer au syndicat cette idée: « Tu es un instrument de la lutte des classes — et cette lutte ne trouve, en fin de compte, sa direction politique adéquate que dans le marxisme. » — Or, qu'y a-t-il de plus naturel que de payer tribut à la direction? et ce tribut a été abondamment encaissé! Ces Messieurs ne se sont pas contentés d'un dixième, il leur a fallu des taux d'intérêts considérablement plus élevés.

Cette lutte des classes aboutit à proclamer que le syndicat est le pur instrument de défense des intérêts économiques de la classe ouvrière et doit, conséquemment, servir aux buts de la grève générale. *La grève générale* apparaît ainsi pour la première fois comme moyen de puissance politique et elle montre bien ce que le marxisme espérait de cette arme: il n'y cherchait assurément pas le moyen de sauver l'ouvrier, mais seulement, au contraire, un instrument de combat destiné à anéantir l'État opposé au marxisme. Nous, Allemands, avons appris par un exemple aussi terrible qu'instructif à quelles extrémités tout ce système d'aberration pouvait conduire, et cet exemple, c'est *la guerre*.

Aujourd'hui de nombreux chefs social-démocrates, dont la mentalité a été complètement transformée par l'esprit nouveau de cette ère nouvelle, s'adressent à moi et — non sans quelque défaillance de mémoire — me déclarent: « Mais la social-démocratie, elle aussi, a lutté sur les champs de bataille de la guerre! »

**Non! le marxisme n'a jamais combattu lui-même!
c'est l'ouvrier allemand qui s'est battu!**

En 1914, le travailleur allemand, obéissant à une aperception intérieure subite et j'oserais presque dire divinatrice, s'est détaché du marxisme et il est retourné vers son peuple. Les chefs marxistes, qui voyaient se produire cette évolution fatale, ne purent l'empêcher. Quelques-uns d'entre eux, très rares, sont, d'ailleurs, eux aussi, de cœur, revenus alors à leur peuple. Nous savons qu'un grand homme, qui a joué, de notre temps, un rôle que nous pouvons qualifier de décisif dans l'histoire mondiale, Benito Mussolini, à cette heure de nette aperception s'est retrouvé aux côtés de son peuple.

En Allemagne, il y a eu aussi quelques cas de ce genre. Mais la grande masse des chefs politiques n'a point tiré alors pour elle-même, de cette situation des conséquences pratiques correspondant à l'héroïque et immense sursaut de la population ouvrière allemande; elle n'est point partie volontairement pour le front; ce revirement moral intime — en dépit de toutes ses protestations d'aujourd'hui — paraît alors lui avoir été épargné: des ouvriers sont tombés — les chefs se sont soigneusement conservés dans la proportion de 99 %!

Ils n'ont point fourni ce pourcentage de morts et de blessés que nous constatons par ailleurs dans l'ensemble de la population. Ils ont considéré qu'il était plus important de poursuivre leur activité politique. Alors — c'est-à-dire en 1914—15 — ils ont estimé que leur devoir consistait d'abord dans une prudente réserve, ultérieurement, dans l'envoi de certains « outsiders » et dans une passivité de plus en plus accentuée à l'égard de leur devoir national. Finalement, la révolution leur apporta la réalisation de leurs vœux.

A ce sujet, nous ne pouvons dire que ceci:

Si, pendant la guerre, le mouvement syndicaliste allemand eût été entre nos mains, disons plus précisément entre mes mains, et

s'il s'était inspiré du même faux objectif que celui qu'il poursuivait réellement, alors, nous aurions, nous, nationaux-socialistes, mis cette gigantesque organisation au service de la patrie. Nous aurions déclaré: « Nous connaissons naturellement les sacrifices nécessaires, — nous sommes prêts à les supporter nous-mêmes, nous ne voulons pas nous dérober; au contraire, nous sommes absolument prêts aussi à combattre, nous remettons notre destin et notre vie aux mains toutes puissantes de la Providence, tout comme les autres doivent le faire. Et nous l'aurions fait sans la moindre hésitation. Car, vous devez le reconnaître, ouvriers allemands: ce qui est présentement en jeu, ce n'est pas l'Allemagne en tant qu'État, l'Empire en tant que forme d'État, ni la monarchie, ce n'est point non plus le capitalisme ni le militarisme, ce qui est en jeu, c'est la vie ou la mort de notre peuple! Or, nous, les travailleurs allemands, nous constituons les 70 % de ce peuple! C'est notre propre sort qui est en cause!

Voilà ce qu'on devait et pouvait savoir alors. Nous l'aurions su. Nous aurions tous tiré de cette aperception les conséquences qu'elle comportait pour notre propre vie et nous en aurions évidemment tiré alors aussi les conséquences qu'elle entraînait pour le mouvement syndicaliste. Nous aurions déclaré: « Travailleurs allemands, nous voulons défendre vos droits! » Assurément, nous aurions, en conséquence, fait front, parfois, à cette époque, contre l'État, c'est-à-dire, que nous aurions protesté contre l'abomination et contre les abus scandaleux des *sociétés commerciales de guerre*.

Nous aurions protesté contre les agissements de *cette meute de trafiqueurs* et nous serions intervenus pour que l'on mît à la raison — au besoin par la corde — toute cette crapule.

Nous aurions abattu, exactement de même, tout ce qui aurait éludé ou refusé d'une autre façon quelconque ses services à la patrie. Nous aurions déclaré: « En faisant front ici nous voulons seulement et uniquement la victoire de notre peuple; car il ne s'agit pas ici de la victoire d'une forme d'État, mais d'assurer victorieusement la conservation de notre vie. Et si nous perdons la guerre, nous n'aurons pas seulement perdu une forme d'État; en réalité, ce seront des millions d'entre nous qui se trouveront privés de pain. Et les premiers à qui le pain manquera, ce ne seront point les capitalistes et les millionnaires, mais les travailleurs manuels, la masse misérable. C'a été un crime que de n'avoir pas agi ainsi. On ne l'a point fait, parce que cette attitude eût été assurément contraire au sens intime du marxisme; car celui-ci n'avait pas d'autre but que d'anéantir l'Allemagne. Il a attendu jusqu'au moment où l'on a cru que le peuple et le Reich allemand, réduits peu à peu par une force matérielle supérieure, ne pourraient plus résister aux attaques venues de l'intérieur. Alors on donna le premier coup.

Et l'on a frappé l'Allemagne et, ainsi, frappé en première ligne, et le plus gravement, l'ouvrier allemand.

Les criminels de novembre 1918 ne peuvent expier toute l'immense responsabilité que comporte la somme de détresses, de souffrances, et de misères qui, depuis lors, se sont abattues sur des millions de petites familles d'ouvriers et de petits ménages. C'est pourquoi, aujourd'hui, ils ne peuvent se plaindre de rien. Nous n'avons pas exercé de représailles. Si nous avions voulu en exercer, nous aurions dû exécuter dix mille personnes!

Ils proclament bien souvent que les social-démocrates, eux aussi, ont lutté sur le champ de bataille. Non! Ce sont les ouvriers allemands qui y ont combattu! Mais même si, alors, dans l'obscurcissement de leur pensée, ils se fussent encore sentis social-démocrates — ce n'était, d'ailleurs, pas le cas, et tout qui a été au front comme soldat sait qu'alors personne ne pensait à un parti — mais même si tel eût été le cas, combien il eût été abject de la part de ces chefs d'avoir ravi à leur propres gens, qui supportaient les sacrifices imposés par ces batailles, les fruits de ces sacrifices, d'avoir ainsi dérobé à leurs propres partisans tout le mérite de toute cette souffrance, de toute cette détresse, de toutes ces angoisses, de ces tourments, de la faim, de l'insomnie! Ils sont dans l'impossibilité absolue de réparer jamais le préjudice que, par ce crime, ils ont causé à notre peuple. Et ils ne pourront surtout jamais réparer le crime d'avoir, pendant des dizaines d'années, plongé le travailleur allemand dans un isolement moral toujours plus terrible, de l'avoir, en novembre 1918, par l'œuvre de je ne sais quelle vulgaire poignée de gens irresponsables, chargé du poids d'un fait qui ne pouvait lui être imputé. En effet, depuis les jours de novembre 1918, la pensée est venue à des millions d'Allemands que c'est l'ouvrier allemand qui est coupable de la débâcle. Lui qui a consenti personnellement de si indicibles sacrifices, qui a rempli nos régiments de ses millions de fantassins, il a été rendu, en bloc, tout à coup responsable du fait accompli par les destructeurs parjures, menteurs et dégénérés de la patrie. C'est le pire de ce qui pouvait arriver! Car, c'est de ce moment là que date, pour des millions d'hommes en Allemagne, l'écroulement de la communauté populaire. Des millions de personnes désespéraient, d'autres regardaient, tout étourdis, d'un œil hagard devant elles et ne pouvaient plus trouver le chemin qui conduisait au peuple. L'écroulement de la communauté populaire entraîna forcément celui de l'économie allemande. Car l'économie n'est pas non plus une chose abstraite, elle est un fait vivant, une des fonctions de l'organisme populaire; son activité et tout son fonctionnement sont déterminés par des êtres humains. Si les hommes sont anéantis de telle façon, on ne peut s'étonner que, lentement, l'économie s'anéantisse, elle aussi, tout entière. La folie de la pensée individuelle aboutit à la folie de la pensée collective et finit par détruire un

élément dont l'anéantissement cause à la communauté elle-même le préjudice le plus grave.

Le troisième motif du développement catastrophique réside dans l'État lui-même.

Il y a quelque chose, peut-être, qui eût pu être opposé à ces millions d'hommes: c'eût été l'État, si cet État n'eût été réduit lui-même à n'être plus que le jouet des groupes d'intérêts. Ce n'est point par hasard que cette évolution générale se développe parallèlement à la démocratisation de notre vie publique. Cette démocratisation a abouti à ce résultat que l'État tomba tout d'abord entre les mains de certaines classes sociales déterminées qui s'identifiaient avec la propriété en soi, avec le monde de l'entreprise en soi. La grande masse du peuple eut, de plus en plus, le sentiment que l'État lui-même n'était point une institution objective, se dressant par-dessus les phénomènes passagers, qu'il n'incarnait plus — surtout — aucune autorité objective, mais qu'au contraire l'État lui-même était la manifestation de la volonté économique, des intérêts économiques de certains groupes distincts au sein de la nation et que, d'ailleurs, la façon dont il était dirigé justifiait une telle affirmation. La victoire de la bourgeoisie politique n'était pas autre chose, en effet, que la victoire d'une classe sociale issue de lois économiques, d'une classe qui, de son côté, ne réalisait pas la moindre des conditions nécessaires à une véritable direction politique, d'une classe qui, surtout, subordonnait la direction politique aux phénomènes perpétuellement changeants de la vie économique et à l'influence que cette vie économique exerce en ce qui concerne la suggestion des masses, la préparation de l'opinion publique etc. En d'autres termes: le peuple avait, à bon droit, le sentiment que, dans toutes les sphères de la vie, il s'opère une sélection naturelle, toujours basée sur la capacité requise dans ces domaines de vie déterminés, mais que dans un seul domaine cette sélection ne s'opérait point: à savoir dans la direction politique. En ce qui concerne cette direction, on procéda sans tarder à un sélectionnement résultant d'un processus tout différent.

Tandis que l'on considère comme naturel qu'on ne puisse être chef de soldats que si l'on a été exercé dans ce but, il ne paraissait point évident qu'on réservât la direction politique à ceux qui avaient reçu une initiation spéciale dans ce domaine et qui, tout particulièrement, y avaient manifesté leur aptitude. Au contraire, l'idée se répandit peu à peu que le fait d'appartenir à une classe sociale déterminée, issue des lois économiques, impliquait en même temps la capacité politique de régir un peuple. Nous avons appris à connaître les conséquences de cette erreur. La classe sociale qui s'est arrogée cette direction a échoué à chacun des moments critiques de notre histoire et, à l'heure la plus grave qui ait sonné pour la nation, cette classe s'est lamentablement écroulée.

Chacun des bataillons allemands a agi bien autrement! Qu'on songe seulement que des millions d'Allemands faisaient encore face à l'ennemi — et chacun sait ce qu'il en coûtait dans chaque cas pour ramener au combat une troupe, prise par exemple dans la réserve, d'avoir toujours la mort devant les yeux, de retourner quand même à la zone de feu et de ne pas fléchir un instant. Et pendant ce temps là, dans le pays, une direction politique mollit, elle s'écroule devant une poignée de pitoyables déserteurs, trop lâches pour affronter l'ennemi, et l'arrière capitule devant ces lâches! Qu'on ne prétende donc pas qu'il n'y eût point d'autre issue. C'est seulement pour une telle direction politique qu'il n'existait point d'autre voie!

Pour tous autres dirigeants, il y aurait eu un chemin très clairement tracé, et l'on n'aurait pas eu, plus tard, besoin d'alléguer pour excuse que c'était sur un commandement quelconque, venu de haut, qu'on avait dû capituler. A certains moments de l'évolution historique, il n'y a pas de commandement qui puisse obliger l'homme ou contraindre une direction d'État à capituler devant le malheur ou à céder la place à la médiocrité.

Je crois que, certainement, si quelqu'un avait eu le droit de capituler, c'eût été, dans des milliers et des milliers de cas, le soldat allemand qui — en raison d'une diplomatie peu habile — avait dû faire face presque constamment pendant quatre ans et demi à une force matérielle supérieure et qui, malgré cela — dans son ardente conviction de combattre pour son peuple — n'a pas tiré de cette situation d'autres conséquences que celles que pouvait en tirer un loyal soldat: vaincre ou mourir!

Non, ce n'est point là le fait d'un hasard: un développement erroné s'est révélé définitivement comme tel le 9 novembre; une construction irrationnelle s'est définitivement révélée, ce jour-là comme irrationnelle. Ce n'était qu'une question de temps que celle de savoir si cette conception irrationnelle conduirait définitivement l'Allemagne à la ruine ou si, de l'Allemagne elle-même, surgirait, encore une fois, une force capable d'éliminer cette construction néfaste. Je crois que dans la période où nous sommes elle a été définitivement éliminée.

Mais nous nous trouvons, conséquemment, aussi, dans une période où nous devons non seulement creuser à fond le problème de la rénovation de notre économie allemande, mais encore résoudre radicalement ce problème, non point d'une façon extérieure et en regardant les choses d'en haut, mais, en recherchant les causes internes de la déchéance, et en les supprimant d'une façon résolue. Je crois qu'à cet égard nous devons commencer aujourd'hui ce travail en nous attaquant à l'objet qui, en dernière analyse, requiert le premier notre effort, c'est-à-dire à l'État lui-même.

Il faut créer une autorité nouvelle.

Et cette autorité doit être indépendante des courants momentanés de l'esprit du temps, surtout indépendante des courants d'une conception égoïste limitée et restreinte par des intérêts économiques.

Il doit se constituer une direction d'État qui représente une autorité réelle, à savoir une autorité qui ne dépende point d'une classe sociale quelconque. Il doit se constituer une direction d'État qui puisse inspirer à chaque citoyen *la confiante assurance* qu'elle ne veut pas autre chose que le bonheur du peuple allemand, que le bien du peuple allemand, une direction d'État qui puisse dire, en même temps, et à bon droit, d'elle-même qu'elle est indépendante à tous égards et en tous sens.

On a tant parlé de la période absolutiste du passé, de l'absolutisme de Frédéric-le-Grand et de l'âge démocratique de notre époque parlementaire. Envisagée du point de vue du peuple, la période absolutiste était la plus objective. Elle pouvait vraiment sauvegarder d'une façon plus objective les intérêts de la nation; au contraire, l'époque ultérieure a constamment dégénéré jusqu'à ne plus être que celle d'une pure représentation des intérêts de telle ou telle classe sociale. La preuve la plus éclatante en est dans l'idée même de la lutte des classes, et notamment dans la devise: «La domination bourgeoise doit être remplacée par la domination du prolétariat», mot d'ordre qui, au fond, ne vise qu'un changement de la dictature exercée par certaines classes ou castes,

alors que nous voulons la dictature de la nation,
c'est-à-dire la dictature de la collectivité, de la communauté.

Nous ne considérons point comme facteurs décisifs une position sociale, une caste sociale déterminée; ce sont là des éléments qui disparaissent sous le signe de notre temps et au tournant de ce millénaire. Ces facteurs surgissent, puis s'effacent. Ce qui reste d'eux, c'est la substance en soi, une substance de chair et de sang qui est: notre peuple. Il représente ce qui est et ce qui sera, et c'est seulement à son égard qu'on doit se sentir responsable. C'est seulement alors qu'on aura posé les prémisses du processus qui nous permettra de guérir même notre pire blessure économique. C'est seulement alors que l'on ranimera dans le cœur de millions d'hommes la conviction que l'État n'est point la représentation des intérêts d'un groupe ou d'une caste, et que le gouvernement n'est point l'homme d'affaires d'un groupe ou d'une caste, mais bien du peuple en son ensemble. Si, d'un côté ou de l'autre, il y a des gens qui croient ne point pouvoir se soumettre à cette conception, la nouvelle autorité devra s'imposer aux uns aussi bien qu'aux autres. Elle devra faire pénétrer dans la conscience de tous l'idée qu'elle ne dérive point son pouvoir de la bonne volonté d'une caste quelconque, mais qu'elle le dérive d'une loi, et que cette loi est: la nécessité de maintenir notre personnalité ethnique comme telle!

Et, en outre, il est nécessaire que l'on élimine toutes ces situations qui constituent un abus conscient de la faiblesse humaine, perpétré dans le dessein d'accomplir, grâce à elle, une œuvre de mort. Si — il y a quatorze ou quinze ans, et depuis, — je n'ai cessé de déclarer à la nation allemande que

je considère que la tâche qu'il m'incombe de remplir devant l'histoire allemande est l'anéantissement du marxisme,

ce n'est point là pour moi une simple phrase, mais un serment sacré que je travaillerai à remplir jusqu'à mon dernier souffle.

De cette profession de foi, qui n'était d'abord que celle d'un seul homme, j'ai fait la profession de foi d'une organisation puissante. J'en suis aujourd'hui convaincu: même s'il plaisait au destin d'écarter ma personne, cette lutte continuerait et se poursuivrait à jamais. Ce mouvement en est l'éloquente garantie. La lutte en question n'est point un combat quelconque qui puisse se clôturer par je ne sais quel arrangement boiteux. Le marxisme nous apparaît comme l'ennemi de notre peuple, ennemi que nous anéantirons, que nous extirperons jusqu'à la dernière racine, avec une ténacité indéfectible et impitoyable.

Nous savons aussi que, dans la vie économique, les intérêts ne paraissent que trop souvent s'opposer les uns aux autres, que l'ouvrier se sent désavantagé, qu'il est d'ailleurs souvent désavantagé; que de son côté, le chef d'entreprise se voit harcelé et qu'effectivement il est souvent harcelé, que ce qui paraît être un gain pour l'un est considéré comme un malheur pour l'autre et que ce qui fait le succès de l'un prélude parfois à la perte de l'autre. Nous savons et nous voyons cela, et nous savons aussi qu'en tout temps les hommes ont souffert de cette situation. Mais c'est précisément pour cela qu'il est d'autant plus dangereux qu'une organisation se propose pour but exclusif d'utiliser consciemment ces symptômes redoutables de la vie dans le but d'anéantir un peuple tout entier. C'est parce qu'il en est ainsi qu'il faut détruire une organisation et extirper une doctrine qui abusent de ces faiblesses naturelles ayant leurs racines dans *l'insuffisance même de l'humanité*. En effet, nous savons très bien que l'aboutissement ultime de tout ce développement, ou plutôt de cette lutte entre le poing et le cerveau, entre la masse, c'est-à-dire le nombre, et la qualité est l'anéantissement qualitatif de la pensée. Or, cet anéantissement, loin de constituer un bienfait pour le nombre ou de favoriser l'essor de l'ouvrier, ne représente que misère, désolation et détresse; il n'est en réalité qu'une débâcle définitive.

Nous constatons la détresse économique et nous ne sommes point des enfants qui s'imaginent que les difficultés puissent être écartées du jour au lendemain par une simple volonté de faire mieux. Nous tenons également compte de l'insuffisance humaine, qui ne cesse de se jouer de nos faiblesses et qui souvent réduit à néant les meilleures pensées, la meilleure volonté. Or, nous avons le ferme vouloir et

l'inébranlable dessein de ne point, pour cette simple raison, nous laisser aller à une débâcle, mais au contraire de lutter constamment et infatigablement contre ces symptômes — toute la vie n'est d'ailleurs qu'un combat — de leur opposer la raison et de mettre à l'avant-plan l'intérêt commun. Si une telle tentative échoue souvent de prime abord, disons-nous que ce qui ne réussit point aujourd'hui doit réussir demain! Et si quelqu'un nous objecte: «Croyez-vous donc qu'il soit possible que la souffrance humaine disparaisse?» Je lui réponds: «Assurément, elle disparaîtra si jamais vient le temps où le monde ne comptera plus d'hommes insuffisants.» — Mais comme je crains que l'insuffisance humaine ne persiste, la souffrance persistera également. On ne peut en une génération rétablir pour l'éternité l'ordre absolu dans les choses.

Tout peuple a le devoir d'assurer son propre sort. Toute époque a pour tâche de régler elle-même les difficultés dont elle souffre. Ne pensez point que nous voulions anticiper en tout sur l'avenir. Non, non! Nous ne voulons certes pas faire de nos enfants les parasites oisifs de la vie ou les bénéficiaires paresseux des avantages que d'autres auront créés. Non, ce que l'on veut vraiment posséder, on doit constamment le réacquérir et le reconquérir par de nouveaux combats. C'est là le but que nous voulons assigner à l'éducation des hommes. Nous ne voulons point leur inculquer d'emblée l'idée fallacieuse suivant laquelle cette lutte serait contre-nature ou indigne de l'humanité; au contraire, nous voulons les pénétrer de la conviction que ce combat est l'éternelle condition primordiale de la sélection et que, sans cette lutte éternelle, il n'y aurait pas d'espèce humaine. Ce que nous faisons aujourd'hui — nous le faisons pour nous!

En maîtrisant la détresse actuelle, nous travaillons également pour l'avenir;

car nous montrons ainsi à nos descendants comment eux aussi doivent faire; nous aussi, nous ne pouvons, en effet, apprendre que par l'expérience du passé ce que nous devons faire aujourd'hui. Si la génération qui nous a précédés avait pensé de la façon dont on voudrait nous faire croire qu'elle a pensé, nous ne serions pas ici aujourd'hui. Je ne puis reconnaître comme raisonnable pour l'avenir ce que je devrais condamner comme irrationnel dans le passé. Les principes qui me donnent — à moi, et à nous tous, — la vie doivent être également bons pour la vie de nos descendants. Nous sommes tenus d'agir en conformité de ces principes.

Nous devons donc accepter de lutter jusqu'aux dernières conséquences contre le mal qui, dans les 17 dernières années, a rongé notre peuple allemand, contre ce mal qui nous a causé de si terribles préjudices et qui, s'il n'avait pas été éliminé, aurait anéanti l'Allemagne. Bismarck disait autrefois que le libéralisme était l'avant-coureur de la socialdémocratie. Je n'ai pas besoin de dire ici que la socialdémocratie est l'avant-coureur du communisme.

Or, le communisme est l'avant-coureur de la mort du peuple,
de la débâcle définitive.

Nous avons engagé la lutte contre lui et nous la poursuivrons jusqu'à la fin. Comme cela est arrivé si souvent dans l'histoire de l'Allemagne, il se révélera un jour que plus grande aura été la détresse du peuple allemand, plus grande aussi aura été la force lui permettant de trouver une voie qui le conduise plus haut et plus loin. Cette fois encore, il trouvera ce chemin et, j'en suis persuadé, il y est déjà entré, il y est en marche!

J'en arrive ainsi à la troisième mesure, celle qui consiste à libérer les groupements — considérés comme des faits acquis — de l'influence de ceux qui s'imaginent trouver en ces organismes une dernière position de repli. A cet égard, qu'ils ne se fassent point non plus d'illusions! Ce qu'ils ont construit, nous le considérons comme mauvais. Mais nous voyons que le génie allemand, même à l'encontre de la volonté de ces constructeurs, a lentement éveillé en des millions d'individus un sentiment qui a trouvé, au point de vue extérieur, son expression dans des organisations gigantesques. Eux-mêmes auraient détruit les organisations. Nous les leur reprenons, non point pour les conserver intégralement dans l'avenir, mais pour sauver, au profit de l'ouvrier allemand, tout ce qu'il y avait placé sous par sous de ses épargnes, et en outre pour le faire participer au développement de la situation nouvelle comme citoyen ayant des droits égaux, pour lui donner la possibilité d'y collaborer en cette qualité d'ayant-droit égal. Il ne sera constitué contre lui aucun État; non! C'est de concert avec lui que cet État doit être créé! Il ne doit point avoir le sentiment d'être, à cet égard, disqualifié, humilié, méprisé. Au contraire! Nous voulons le bien pénétrer d'avance, dès le premier moment de cette genèse et de cette évolution créatrice, du sentiment qu'il est un Allemand jouissant des mêmes droits que tous les autres. Et, à mes yeux, l'égalité des droits n'a jamais été et ne sera jamais autre chose que la joyeuse acceptation des mêmes devoirs.

Qu'on ne se borne donc pas à parler de droits mais qu'on
parle aussi de devoir!

Le travailleur allemand doit dissiper l'erreur en vertu de laquelle des millions d'autres personnes s'imaginent que, dans son for intérieur, il reste étranger au peuple allemand et à son relèvement. Assurément, il se rencontre des éléments qui ne veulent point ce relèvement. Mais, du côté droit, on trouve aussi de tels éléments. Le développement logique des choses s'accomplira en dépit de toutes ces opinions.

On trouvera en Allemagne des hommes qui, du plus profond de leur cœur et avec une ardente sincérité, ne veulent pas autre chose que la grandeur de leur peuple. Ils ne tarderont pas à s'entendre, ils se comprendront mutuellement et si parfois peut-être des doutes

revenaient, si la dure réalité devait quelque peu se jouer de leurs idées, alors nous tiendrions à remplir l'office de loyaux courtiers.

**Le Gouvernement aura alors pour devoir, en remplissant la
fonction du plus correct et du plus loyal intermédiaire, de réunir
à nouveau les mains qui veulent se disjoindre**

et de rappeler constamment à la conscience du peuple allemand la nécessité que voici: « Vous ne devez point rompre les uns avec les autres, vous ne devez point briser vos relations à cause d'éléments extérieurs, vous ne devez point vous abandonner les uns les autres pour la raison que, pendant des siècles peut-être, notre développement s'est poursuivi par des voies que nous ne pouvons, quand nous les analysons, considérer comme heureuses, mais vous devez vous rappeler constamment que vous avez tous le devoir de maintenir votre personnalité ethnique. » Alors on pourra trouver une voie — on devra en trouver une! Qu'on ne vienne pas dire qu'il est devenu impossible de trouver la voie qui permettrait d'assurer la vie à la nation, parce que les conjonctures actuelles présentent peut-être certaines difficultés. Ces conjonctures passeront, mais la vie doit subsister et subsistera.

Ainsi, la concentration du mouvement ouvrier allemand acquiert une haute signification morale. En procédant aujourd'hui à la réorganisation de l'État — qui sera le résultat de très grandes concessions à faire des deux côtés — nous voulons qu'il y ait face à face deux contractants qui, tous deux, s'inspirent profondément et sincèrement d'un esprit national, qui, tous deux, n'aient essentiellement en vue que leur peuple, qui, tous deux, soient essentiellement disposés à reléguer toute autre pensée à l'arrière-plan, pour servir cet intérêt commun. Car c'est seulement à condition que cette attitude soit d'emblée possible que je crois au succès d'une telle œuvre.

A cet égard, un élément d'une importance également décisive,
c'est l'esprit d'où cette œuvre doit surgir. Il ne doit y avoir
ici ni vainqueurs ni vaincus, ou plutôt qu'un seul vainqueur:
notre peuple allemand,

vainqueur des classes, vainqueur des castes professionnelles et vainqueur des intérêts de ces différents groupes. Ainsi nous en arriverons automatiquement à un réanoblissement de la notion de travail. C'est là également une tâche qui ne peut être accomplie du jour au lendemain. De même qu'il a fallu des siècles et des siècles pour modifier progressivement cette notion, de même il faudra des siècles encore pour rendre au peuple allemand ces conceptions dans leur vérité originelle. Mais le mouvement que mes compagnons de lutte, et moi, nous représentons s'assignera indéfectiblement pour but de faire du mot travailleur le plus haut titre de noblesse de la nation

allemande. Ce n'est pas pour rien que nous avons intercalé ce mot dans la formule qui désigne notre mouvement — non point, peut-être, que ce mot nous eût été antérieurement d'une grande utilité, au contraire! Il ne nous a rapporté que de la haine et de l'inimitié, d'un côté, et de l'incompréhension, de l'autre. Mais nous avons choisi ce mot parce que nous voulions que la victoire de notre mouvement marquât aussi le relèvement victorieux de cette notion elle-même.

Nous l'avons choisi pour que, parallèlement à la notion de « peuple », le mot « travail » constituât, en définitive, la seconde base de réalisation de notre conception: l'union des citoyens allemands. Car tout qui est vraiment animé d'une noble volonté, ne peut que se réclamer fièrement de cette appellation.

Je suis en principe un ennemi de tout titre honorifique, et je ne crois pas qu'on puisse à cet égard me faire jamais beaucoup de reproches. Ce que je ne suis point absolument forcé de faire, je ne le fais point. Je ne voudrais jamais non plus me faire imprimer des cartes de visite portant de ces désignations qui, — en ce bas monde — sont si glorieusement conférées aux hommes. Je ne voudrais voir figurer sur ma tombe rien d'autre que mon nom. Mais, en raison des particularités mêmes de ma vie, je suis peut-être mieux que tout autre capable de comprendre et de concevoir le caractère essentiel et l'ensemble de la vie des différentes classes allemands, non que j'aie pu observer cette vie de haut, mais parce que j'y ai participé moi-même, parce que j'y ai été intimement mêlé, parce que le destin, dans ses caprices ou peut-être aussi dans sa prévoyance, m'a purement et simplement jeté dans cette large masse de peuple et d'hommes, parce que j'ai moi-même travaillé, pendant de longues années, comme ouvrier du bâtiment et parce que j'ai dû gagner mon pain, parce que, pour la seconde fois, je me suis trouvé fondu dans cette large masse comme simple soldat et parce que la vie m'a ensuite fait passer par les autres classes de notre peuple, en sorte que je les connais, elles aussi, mieux que d'innombrables autres hommes qui sont nés dans ces classes. C'est ainsi que le sort m'a peut-être plus que nul autre prédestiné à être — si je puis m'appliquer ce mot — le loyal courtier,

le loyal courtier en toutes les directions.

Je n'ai pas ici d'intérêt personnel. Je ne dépends ni de l'État, ni d'un service public, je ne dépends ni de l'économie, ni de l'industrie, ni d'un syndicat quelconque. Je suis un homme indépendant, et je ne me suis pas assigné d'autre but que d'être utile au peuple allemand dans la mesure de mes moyens et de mes capacités — et surtout d'être utile aux millions d'hommes qui, en raison de leur bonne foi, en raison de leur ignorance et à cause de la malice de leurs anciens chefs, ont subi peut-être les coups les plus durs.

Je me suis toujours réclamé de l'idée suivant laquelle il n'y a rien de plus beau que d'être l'avocat de ceux qui ne sont pas en état de bien se défendre eux-mêmes.

Je connais ces masses et la seule chose que je voudrais dire et répéter à nos intellectuels est celle-ci: Tout État qui ne se fonde que sur les classes de culture intellectuelle est un édifice chancelant!

Je connais cette culture intellectuelle: toujours subtilisant, toujours cherchant, mais toujours aussi inquiète, toujours fluctuante, mobile, jamais fixe! Celui qui prétend fonder un État en le basant exclusivement sur ces classes intellectuelles, doit constater qu'il bâtit sur le sable. Ce n'est point par l'effet d'un hasard que les religions sont plus stables que les formes d'État. La plupart du temps, elles plongent leurs racines plus profondément dans le sol; on ne pourrait point se les imaginer en dehors de ces larges couches populaires. Je sais que les classes intellectuelles ne cèdent que trop facilement à l'orgueil de prétendre mesurer la valeur de ce peuple à l'étalon de leur savoir et de leur prétendue intelligence; et pourtant il y a des choses que souvent l'intelligence des intellectuels ne voit pas parce qu'elle ne peut pas les voir. Mais ces larges masses populaires qui, assurément, sont souvent lourdes et assurément, à beaucoup d'égards, arriérées, qui ne sont ni aussi mobiles ni aussi riches en esprit et en intellectualité, ont pour elles quelque chose d'autre: elles ont la fidélité, la ténacité, la stabilité. Cette révolution n'aurait jamais remporté la victoire si mes compagnons, si la grande masse de nos petits compatriotes ne s'étaient rangés derrière nous, dans le sentiment d'une fidélité infinie et avec une inébranlable ténacité.

Je ne puis rien imaginer de plus heureux pour notre Allemagne que de réussir à intégrer maintenant dans le nouvel État les citoyens de cette catégorie qui n'appartiennent pas encore tous à nos rangs et à faire d'eux une des pierres d'assise du nouvel État.

Un poète a dit un jour: « L'Allemagne atteindra le sommet de sa grandeur lorsque ses fils les plus pauvres seront devenus ses citoyens les plus fidèles. » J'ai connu comme soldat de la Grande Guerre, pendant quatre ans et demi, ces « fils les plus pauvres »; j'ai connu ces hommes qui n'ayant peut-être rien à gagner pour eux-mêmes, sont devenus des héros sous la seule impulsion de la voix du sang, du sentiment de la solidarité nationale.

Aucun peuple n'a, plus que notre peuple allemand, le droit de dresser des monuments à son Soldat Inconnu. Cette inébranlable garde, qui a fait face à l'ennemi dans d'innombrables batailles, qui n'a jamais chancelé, jamais fléchi, qui a donné mille exemples d'un courage inouï, d'une fidélité, d'une abnégation, d'une discipline et d'une obéissance sans pareilles, nous devons la rallier à l'État

nouveau, nous devons la gagner au Reich allemand qui naît, à notre troisième Reich! C'est peut-être là le don le plus précieux que nous puissions lui apporter.

Mais comme je connais ces masses mieux que nul de ceux qui connaissent en même temps le reste du peuple, c'est peu de dire que je suis disposé, en ces conjonctures, à assumer le rôle du loyal courtier, j'ajouterai même que je suis heureux que le destin puisse m'assigner ce rôle.

Il n'y aura pas eu de plus grande fierté dans ma vie que de pouvoir me dire à la fin de mes jours: j'ai rallié, par mes efforts, le travailleur allemand à l'État allemand.

Le Chancelier Adolf Hitler

devant le Reichstag allemand, le 17 mai 1933 *).

Mesdames et Messieurs, membres du Reichstag!

Au nom du Gouvernement allemand, j'ai prié le Président du Reichstag de convoquer le Reichstag allemand, pour prendre, devant ce forum, attitude à l'égard des questions qui agitent aujourd'hui non seulement notre peuple, mais encore le *monde entier*.

Les problèmes que vous connaissez sont d'une telle importance que de leur heureuse solution dépend non seulement la *pacification politique*, mais encore le salut *économique* de tous.

Si, à cette occasion, j'exprime, au nom du Gouvernement allemand, le désir qu'il éprouve de soustraire le traitement de ces problèmes à l'empire de toute *passion*, la moindre raison n'en est point dans cette constatation, qui s'impose à tous, à savoir que la crise de l'époque actuelle a elle-même ses racines les plus profondes exclusivement dans ces *passions* qui, après la guerre, ont obscurci la *raison* et la *sagesse* des peuples.

En effet, tous les problèmes qui provoquent l'inquiétude actuelle ont leur source dans les *défectuosités du Traité de paix* qui n'a pas su résoudre de haut, d'une façon claire et raisonnable, les questions les plus importantes et les plus décisives de cette époque pour tous les temps à venir. Ni les questions nationales, ni les questions économiques, ni surtout les questions et revendications juridiques intéressant les peuples n'ont été résolues par ce traité d'une façon telle qu'elle puisse résister éternellement à la critique de la raison. Il est donc compréhensible que *l'idée d'une revision compte non seulement parmi les concomitances et effets permanents de ce traité, mais que de plus, la revision ait été prévue comme nécessaire même par ses rédacteurs et que, conséquemment, elle trouve sa base juridique dans le texte du traité lui-même*.

Si j'aborde ici, brièvement, les problèmes que ce traité aurait dû résoudre, je le fais pour la raison que l'échec essuyé dans ce domaine devait nécessairement provoquer les situations ultérieures dont les relations politiques et économiques entre les peuples ont à souffrir depuis lors.

*) Traduction du texte officiel.

Les problèmes politiques

sont les suivants:

Au cours des siècles, les États européens et leurs frontières sont toujours issus de conceptions relevant exclusivement d'une mentalité purement étatique. L'avènement victorieux de l'idée nationale et du principe des nationalités au cours du siècle écoulé, a jeté les germes de nombreux conflits en raison de la non-prise en considération de ces nouvelles idées et de ces idéals nouveaux par les États issus d'autres éléments originaires. A la fin de la grande guerre, il ne pouvait y avoir de tâche plus haute pour une véritable conférence de la paix que de créer, en s'inspirant de la claire reconnaissance de ce fait,

un ajustement et un ordre nouveaux des États européens,

de manière à tenir compte, dans la plus large mesure possible, de ce principe. D'autant plus nettement les *frontières ethniques* auraient correspondu aux *frontières d'États* ainsi tracées, d'autant mieux aussi aurait-on pu éliminer un grand nombre de possibilités futures de conflits. Ouil ce remaniement territorial de l'Europe, s'inspirant des véritables frontières ethniques, aurait été, historiquement, la solution qui, s'orientant vers l'avenir, aurait peut-être fait apparaître comme n'ayant point été tout à fait vains pour les vainqueurs et les vaincus les sacrifices sanglants de la grande guerre, parce que cette solution aurait donné au monde les bases d'une paix véritable.

Mais, en réalité, partie par *ignorance*, partie par *passion* et par *haine*, on s'est résolu à des solutions qui, déjà, dans leur *manque de logique et d'équité*, portent à jamais le germe de nouveaux conflits.

Les problèmes économiques

qui se posaient à cette conférence et qui devaient être résolus par elle étaient les suivants:

La situation économique actuelle de l'Europe est caractérisée par la *surpopulation de l'ouest européen*, par la *pauvreté* du sol de ces territoires en certaines matières premières qui sont précisément indispensables au standard de vie auquel on s'est accoutumé dans ces territoires de vieille civilisation. Si l'on voulait, par ce traité, amener une pacification certaine de l'Europe pour une période accessible aux prévisions humaines, on devait — au lieu de tomber dans des concepts aussi stériles que dangereux, tels que pénitence, punition, réparation etc., — s'inspirer de cette vérité plus profonde que

des possibilités insuffisantes d'existence ont toujours été une source de conflits entre les peuples.

Au lieu de prêcher l'idée d'*anéantissement*, on devait procéder à un *remaniement* des relations internationales politiques et économiques qui tint compte dans la plus large mesure possible des nécessités d'existence de chaque peuple.

Il n'est point sage de retirer à une nation les possibilités économiques de vivre, sans se soucier du fait que la population réduite à ces possibilités doit continuer à vivre dans ce territoire. Mais l'idée de rendre un service efficace aux autres peuples en anéantissant au point de vue économique une nation de 65 millions d'habitants est absurde. Les peuples qui voudraient procéder de cette manière en éprouveraient bientôt les conséquences: ils seraient conduits à la catastrophe même qu'ils voulaient préparer aux autres. L'idée des Réparations et leur exécution sera, un jour, considérée, dans l'histoire des peuples, comme un exemple classique démontrant combien le manque d'égards pour la prospérité universelle peut être nuisible à tous.

En fait, on ne pouvait payer les Réparations que par les exportations allemandes. Mais au fur et à mesure que l'Allemagne était de plus en plus considérée, à cause des Réparations, comme une entreprise internationale d'exportation, le commerce extérieur des États créanciers devait souffrir davantage. C'est pourquoi le profit économique résultant des paiements de Réparations ne pouvait nullement être proportionnel au *préjudice* causé par eux aux économies respectives des pays.

La tentative d'éviter un tel développement en compensant une *limitation de l'exportation allemande* par des *octrois de crédits* devant permettre les paiements, témoignait de peu de perspicacité et était, en dernière analyse, absolument *irrationnelle*. En effet, la conversion des dettes politiques en dettes privées aboutit à imposer un *service d'intérêts* dont le paiement devait conduire à des résultats absolument analogues. Mais la conséquence la plus grave fut que le développement de la vie économique intérieure fut artificiellement entravé et anéanti. La lutte pour la conquête des marchés mondiaux aboutit, par des offres constantes faites au-dessous des prix de la concurrence, à une intensification excessive des mesures de rationalisation économique.

Les millions par lesquels se chiffre l'armée de nos chômeurs sont le résultat final de ce développement. Mais si l'on voulait limiter les obligations de Réparations à des *prestations en nature*, on devait aboutir à infliger un *préjudice* non moins considérable à la *production intérieure* des nations ayant le douteux bonheur d'en être favorisées. En effet, on ne peut s'imaginer des prestations en nature prenant de telles proportions, sans *compromettre de la façon la plus grave* le chiffre de la production nationale des peuples bénéficiaires.

C'est la faute du Traité de Versailles d'avoir ouvert une période où l'artifice des calculs financiers menace de détruire la raison en matière économique.

L'Allemagne a rempli avec une fidélité confinant vraiment au suicide ces obligations lui imposées, et cela en dépit de leur *dérailson* intrinsèque et des suites à prévoir.

La crise économique internationale est la preuve irréfutable de l'exactitude de ces affirmations.

L'idée de reconstituer un sentiment général et international du droit a été, elle aussi, détruite, dans une non moindre proportion, par le Traité de Versailles.

En effet, pour motiver l'ensemble des mesures édictées dans cet ukase, il fallait

Imprimer à l'Allemagne la flétrissure de la responsabilité.

C'est là un procédé aussi simple que vraiment inadmissible. A l'avenir, la responsabilité sera donc toujours du côté du vaincu, étant donné que le vainqueur a toujours la possibilité, purement et simplement, de faire cette constatation.

Ce qui donne à ce procédé une si redoutable portée, c'est qu'il a, en même temps, fourni un motif de transformer la proportion respective de forces telle qu'elle existait à la fin de la guerre en une norme juridique constante. Les concepts « vainqueurs » et « vaincus » ont été ainsi formellement érigés en fondement d'un nouveau régime juridique et social dans le domaine international.

La disqualification d'un grand peuple, visant à le réduire à une nation de second rang et de seconde classe, a été proclamée à un moment où une Société des Nations devait être tenue sur les fonts baptismaux.

Ce traitement infligé à l'Allemagne ne pouvait, dans la suite, aboutir à donner la paix au monde. Le désarmement du vaincu et sa réduction à l'impossibilité de se défendre, procédés considérés désormais comme nécessaires — et qui constituent, dans l'histoire des nations européennes, un fait inouï — étaient encore moins de nature à diminuer les dangers généraux et les matières de conflit; ils ne pouvaient, au contraire, aboutir qu'à créer cet état de menaces, d'exigences et de sanctions perpétuelles qui risquent, par l'inquiétude et l'insécurité constantes qu'ils créent, de mener au tombeau l'économie universelle. Si, dans la vie des peuples, on cesse de réfléchir au risque que créent certains actes déterminés, la déraison ne deviendra que trop facilement maîtresse de la raison. Or, la Société des Nations n'a, tout au moins jusqu'ici, pu assurer précisément aux faibles et aux non armés, aucune aide sensible en de telles occasions. Des traités conclus en vue d'apaiser la vie internationale n'ont de sens intrinsèque que s'ils se basent sur une égalité réelle et sincère des droits de tous. C'est précisément en cela que réside la cause principale de la fermentation qui règne dans le monde depuis des années.

Mais il est dans l'intérêt de tous que les problèmes aujourd'hui posés reçoivent une solution raisonnable et définitive. Aucune nouvelle guerre en Europe ne pourrait créer quelque chose de meilleur pour remplacer la situation insatisfaisante actuelle. *Au contraire! Ni au point de vue politique, ni au point de vue économique, l'emploi d'une violence quelconque ne saurait créer en Europe une situation plus favorable que la situation présente. Même un succès décisif*

d'une nouvelle solution européenne de violence ne pourrait avoir pour résultat final que d'aggraver encore la perturbation de l'équilibre européen et de jeter, d'une manière ou d'une autre, le germe de nouveaux antagonismes et de nouvelles complications pour l'avenir.

De nouvelles guerres, de nouvelles incertitudes et une nouvelle détresse économique en seraient la conséquence. Or, le déchaînement d'un tel délire sans fin devrait aboutir à l'écroulement de l'ordre social et politique actuel. Une Europe sombrant au chaos communiste provoquerait une crise de proportions indéfinies et d'une durée illimitée.

Le vœu le plus profondément sincère du Gouvernement national de l'Allemagne est d'empêcher, par sa collaboration sincère et active, un développement non pacifique de cette espèce.

C'est là, d'ailleurs, le sens intime de la révolution accomplie en Allemagne. Les trois points de vue qui dominent notre mouvement révolutionnaire ne sont, à aucun égard, en contradiction avec les intérêts du reste du monde:

1) Empêcher le bouleversement communiste menaçant et construire un État populaire unissant les différents intérêts des classes et des professions sociales, fondé sur le concept de la propriété comme sur la base même de notre civilisation.

2) Résoudre le problème social le plus difficile en ramenant les millions d'êtres qui constituent la triste armée de nos chômeurs dans le processus de la production.

3) Rétablir un gouvernement stable et autoritaire qui, soutenu par la confiance et la volonté de la nation, fasse à nouveau, enfin, de ce grand peuple un partenaire avec lequel le monde ait intérêt à traiter.

Si, en ce moment, je parle sciemment en ma qualité de national-socialiste allemand, je tiens à proclamer, au nom du Gouvernement national et de tout le mouvement de redressement national, que c'est précisément nous, — la jeune Allemagne, — qui sommes remplis de la compréhension la plus profondément sympathique pour les sentiments et tendances analogues ainsi que pour les aspirations vitales justifiées des autres peuples. La génération de cette jeune Allemagne, qui jusqu'ici n'a connu, dans la vie, que la détresse et la désolation du peuple auquel elle appartient a trop cruellement souffert de procédés insensés pour songer à les infliger aux autres.

Par le fait même que nous tenons à notre propre race par les liens d'un amour et d'une fidélité sans borne, nous respectons aussi les droits nationaux des autres peuples, en vertu même de cette mentalité, et nous souhaitons, du plus profond du cœur, vivre avec eux en toute paix et amitié.

Par conséquent, nous ne connaissons pas non plus le concept de « germanisation ». La mentalité particulière du siècle écoulé, en vertu de laquelle on s'imaginait peut-être pouvoir transformer des Polonais ou des Français en Allemands, nous est donc tout aussi étrangère que serait passionnée notre résistance à tout effort inverse.

Nous considérons les nations européennes qui nous entourent comme constituant des réalités acquises. Les Français, les Polonais etc. sont nos voisins et nous savons

qu'aucun événement historiquement imaginable ne pourrait modifier cet état de choses.

C'eût été un bonheur pour le monde si, dans le Traité de Versailles, on eût tenu compte de ces réalités également en ce qui concerne l'Allemagne. En effet, le but d'un instrument de paix vraiment durable devrait être non de faire des blessures nouvelles ou de tenir ouvertes des blessures existantes, mais, au contraire, de les fermer et de les guérir. En traitant avec réflexion les problèmes européens, on aurait alors pu aboutir sans difficulté, en ce qui concerne l'Est, à une solution qui eût donné satisfaction aux aspirations compréhensibles de la Pologne tout comme aux droits naturels de l'Allemagne. Dans le Traité de Versailles, on n'a pas trouvé cette solution. Cependant, aucun gouvernement allemand ne prendra l'initiative de rompre une convention qui ne peut être éliminée sans être remplacée par quelque chose de meilleur.

Mais cette reconnaissance du caractère juridique d'un tel traité ne peut être qu'une reconnaissance générale. Non seulement les vainqueurs, mais aussi les vaincus peuvent revendiquer les droits que leur donne ce traité. Mais le droit de réclamer une

révision du traité

est fondé dans le traité lui-même. Le Gouvernement allemand ne désire, à cet égard, prendre comme motif et comme mesure de sa revendication que les résultats, désormais acquis, des expériences faites jusqu'ici, ainsi que les constatations incontestables d'un raisonnement critique et logique. Or, les expériences faites pendant les 14 dernières années sont bien claires tant au point de vue politique qu'au point de vue économique:

La misère des peuples n'a pas été supprimée, mais, au contraire, augmentée. Mais la racine la plus profonde de cette misère réside dans la division qui départage le monde en vainqueurs et vaincus et dans le fait que ce démembrement doit, conformément à l'intention de ses auteurs, être la base éternelle de tous les traités et de tous les statuts à venir. La pire manifestation de cette conception se traduit par l'état d'impuissance défensive imposé à l'une des nations eu égard aux armements exagérément accrus des autres. Si, depuis des années, l'Allemagne réclame inégalement le désarmement de tous, cette revendication s'explique par les motifs suivants:

Premièrement, la revendication d'une égalité de droits s'exprimant par des faits positifs est une revendication de la morale, du droit et de la raison, une revendication qui est reconnue par le Traité lui-même et dont la réalisation a été indissolublement liée à la revendication du désarmement allemand devant servir de point de départ au désarmement mondial.

Secondement: parce que, inversement, la disqualification d'un grand peuple ne peut — dans l'histoire — être éternellement maintenue, mais doit, une bonne fois, prendre fin. Car, enfin, combien de temps croit-on pouvoir infliger une telle injustice à une grande nation? Que signifie l'avantage d'un instant par rapport à la durée d'un développement séculaire? Le peuple allemand subsistera tout comme le peuple français et — ainsi que nous l'enseigne le développement historique — le peuple polonais.

Quelle importance et quelle signification peut-on attribuer à des succès résultant de l'oppression passagère d'un peuple de 65 millions, quand on compare ces succès à la puissance de ces réalités inéluctables? Aucun État ne peut avoir plus que nous de compréhension sympathique pour les jeunes États nationaux européens nouvellement nés. Et qui peut mieux comprendre leurs nécessités vitales que l'Allemagne, issue d'une révolution nationale surgie de la même volonté? Elle ne veut rien pour elle qu'elle ne soit prête à donner également aux autres.

Si l'Allemagne formule aujourd'hui la revendication d'une égalité réelle de droits dans le sens d'un désarmement des autres nations, elle y est moralement autorisée par le fait qu'elle a exécuté elle-même les traités.

L'Allemagne a, en effet, désarmé

et elle a exécuté ce désarmement sous le contrôle international le plus strict. Six millions de fusils et de carabines ont été livrés ou détruits; 130 000 mitrailleuses, des quantités énormes de tubes de mitrailleuses, 91 000 pièces d'artillerie, 38 750 000 obus et de vastes stocks d'autres armes et munitions ont dû être anéantis ou livrés par le peuple allemand.

La Rhénanie a été démilitarisée, les forteresses allemandes rasées, nos vaisseaux ont été livrés, nos avions détruits, notre système militaire abandonné, l'instruction de nos réserves a été ainsi empêchée. Oui, même les armes absolument nécessaires à notre défense nous ont été et nous restent refusées!

Si l'on s'efforce aujourd'hui de se dérober à ces réalités indéniables par des échappatoires et des faux-fuyants vraiment pitoyables et d'affirmer que l'Allemagne n'aurait pas exécuté les traités ou même aurait réarmé, c'est là une façon de voir que, du haut de cette tribune, je dois rejeter comme étant aussi fausse que peu loyale.

Non moins inexactes sont les affirmations suivant lesquelles, au point de vue des effectifs, l'Allemagne ne se serait point acquittée des obligations résultant du Traité. L'affirmation suivant laquelle les sections d'assaut et les sections de protection du parti national-socialiste auraient des relations quelconques avec la Reichswehr en ce sens que ces sections constitueraient des effectifs ou réserves militairement instruites de l'armée, est fausse.

L'inexcusable légèreté avec laquelle de telles assertions sont formulées peut être illustrée par le seul exemple suivant: L'année

dernière avait lieu, à Brunn, le procès dirigé contre des membres du parti national-socialiste en Tchécoslovaquie. Des experts assermentés de l'armée tchécoslovaque ont alors affirmé que les accusés étaient en relation avec le parti national-socialiste d'Allemagne, qu'ils se trouvaient dans la dépendance de celui-ci et que, comme membres d'une société de sport populaire, ils étaient assimilables aux membres des S. A. et des S. S. en Allemagne qui, d'après ces experts, constitueraient une armée de réserve instruite et organisée par la *Reichswehr*.

Or, à la même époque, les S. A. et les S. S., tout comme le parti national-socialiste en général, non seulement n'avaient aucune relation avec la *Reichswehr*, mais, bien au contraire, étaient poursuivies comme constituant une *organisation dénommée hostile à l'État*, elles furent — à ce titre — interdites et enfin dissoutes. Il y a plus: les membres du parti national-socialiste, les membres des S. A. et des S. S. étaient non seulement exclus de tous les postes officiels de l'État, mais ne pouvaient pas même être acceptés comme *ouvriers* dans un atelier de l'armée. Cependant, les nationaux-socialistes de Tchécoslovaquie furent, en raison de ce fallacieux exposé, condamnés à de longues peines de travaux forcés.

En réalité, les sections d'assaut et les sections de protection du parti national-socialiste ont été constituées sans aucun appui, sans aucune aide financière d'un État, du Reich, ni surtout de la *Reichswehr*, sans aucune instruction militaire et sans aucun équipement militaire, elles sont issues de pures nécessités de politique de parti et conformément à des considérations afférentes à cette politique de parti. Leur but était et est exclusivement d'éliminer le danger communiste, d'assurer leur propre éducation sans aucun rapport de connexité avec l'armée; elles visent simplement des buts de *propagande*, d'instruction populaire, d'influence psychologique à exercer sur les masses, de destruction du terrorisme communiste. Ces sections constituent une institution destinée à inculquer un véritable *esprit de communauté* capable de surmonter les vieux antagonismes sociaux, un instrument destiné à combattre la détresse économique.

Le Casque d'acier est issu du souvenir de la grande époque vécue en commun au front, il a en vue de *cultiver la tradition*, la vieille camaraderie et enfin, aussi, de protéger le peuple allemand contre la *révolution communiste* qui le menace depuis novembre 1918. Cette révolution est assurément un danger dont l'étendue ne peut être appréciée par les pays qui n'ont point eu comme nous des millions de communistes organisés et qui n'ont point souffert comme l'Allemagne de leur terrorisme. En effet, le but réel de ces organisations nationales est mis en lumière d'une façon tout particulièrement significative par le caractère de leurs luttes et par le nombre de leurs victimes. Les sections d'assaut et de protection ont eu à déplorer, en quelques années, plus de 350 morts et environ 40.000 blessés par suite d'attaques à main armée, d'attentats et d'actes de terrorisme communiste. Si l'on s'efforce aujourd'hui à Genève de

compter parmi les effectifs militaires ces organisations servant exclusivement des buts de politique interne, on pourrait tout aussi bien compter parmi les effectifs militaires les corps de pompiers, les cercles de gymnastique, les sociétés de veilleurs de nuit, les clubs de rameurs et les groupements sportifs.

Mais si, à l'opposé de ces groupements absolument *dépourvus d'instruction militaire*, on ne tient pas compte des classes instruites des autres armées du monde, si on laisse sciemment hors de compte les *réserves armées* des autres nations et qu'on commence à compter chez nous les membres non-armés des groupements politiques, on emploie un *procédé contre lequel je dois élever la plus énergique protestation*.

Si l'on veut détruire dans le monde la confiance au droit et à la justice, ce sont précisément là les méthodes qu'il faut employer dans ce but.

En effet, au nom du peuple allemand et du Gouvernement allemand, j'ai à déclarer ce qui suit: *L'Allemagne a désarmé*. Elle a rempli toutes les obligations lui imposées dans le traité de paix et cela bien au-delà des bornes de toute équité, et j'ajoute même de toute raison. Son armée compte 100.000 hommes. Les effectifs et le caractère de sa police sont réglés internationalement.

La police auxiliaire créée pendant les journées de la révolution a un caractère exclusivement politique. Elle devait, pendant les jours critiques de cette révolution, remplacer tout d'abord, dans le nouveau régime, la partie présumée peu sûre, au point de vue politique, de l'autre police. Maintenant que la révolution a triomphé, on est déjà en train de dissoudre cette police auxiliaire et elle sera complètement dissoute dès avant la fin de l'année.

L'Allemagne a donc un droit moral bien fondé à revendiquer que les autres puissances remplissent à leur tour les obligations résultant du traité de Versailles. *L'égalité des droits* reconnue à l'Allemagne en décembre n'a jusqu'ici pas été réalisée. Si, du côté français, on persiste à soutenir la thèse que l'égalité des droits reconnue à l'Allemagne doit avoir pour contre-partie la *sécurité* assurée à la France, je me permettrai de poser ici deux questions:

1) L'Allemagne a jusqu'ici assumé toutes les obligations de sécurité qui résultent de la signature du traité de Versailles, du Pacte Kellogg, des traités d'arbitrage, de la déclaration de non-recours à la force etc. Quelles sont les assurances concrètes qui peuvent être encore assumées par l'Allemagne?

2) Quelles garanties donne-t-on, en échange, à l'Allemagne? D'après les données de la Société des Nations, la France, à elle seule, possède, rien qu'en avions actuellement en service, 3046 avions; la Belgique en possède 350, la Pologne 700, la Tchécoslovaquie 670. A cela s'ajoutent d'incommensurables quantités d'avions de réserve, des milliers de chars de combat, des milliers de canons lourds ainsi que tous les moyens techniques de faire

la guerre par l'emploi de gaz asphyxiants. Étant donné cette situation, l'Allemagne n'est-elle pas mieux justifiée, elle qui est privée des moyens de se défendre, à réclamer la sécurité que ne le sont les États armés unis les uns aux autres par des coalitions?

Pourtant, elle est constamment disposée à assumer, en ce qui concerne la *sécurité, de nouveaux engagements* de caractère international, à la condition que toutes les nations soient, de leur côté, disposées à les assumer aussi, et que l'Allemagne en profite. L'Allemagne serait, en outre, tout à fait prête à dissoudre complètement l'ensemble de son système militaire et à détruire le faible reste des armes qui lui ont été laissées, si les nations voisines procédaient également et *aussi radicalement* à la même suppression. Mais si ces autres États ne sont point disposés à exécuter les clauses du traité de Versailles qui leur imposent, à eux aussi, l'obligation de désarmement, l'Allemagne devra persister à revendiquer au moins

l'égalité des droits,

qui lui revient. Le Gouvernement allemand voit dans *le plan anglais* une base possible pour la solution de ces questions. Mais il doit exiger qu'on ne lui impose point de *détruire une organisation militaire* existante sans lui accorder une *égalité de droits* au moins *qualitative*. Il doit, en outre, exiger qu'une transformation de son système d'armée actuel, — système non voulu par l'Allemagne, mais qui lui a été imposé par l'étranger, — s'opère étape par étape et mutuellement dans la mesure du désarmement réel des autres États.

À cet égard, l'Allemagne se déclare d'accord en principe pour accepter une

période de transition de cinq ans en vue de réaliser sa sécurité nationale,

étant supposé qu'après cette période l'Allemagne soit *vraiment* à égalité avec les autres États. L'Allemagne, en outre, est prête à *renoncer*, sans plus et complètement, à l'attribution *d'armes offensives*, si, dans un délai déterminé, les nations armées, de leur côté, détruisent ces armes offensives et si leur emploi ultérieur est interdit par une convention internationale. L'Allemagne n'a qu'un seul désir: assurer son indépendance et pouvoir protéger ses frontières.

D'après une déclaration du Ministre de la guerre français, en février 1932, une grande partie des *troupes de couleur* peut être employée aussitôt en France même. Il compte expressément, en conséquence, ces troupes parmi les *troupes métropolitaines*.

Il est donc simplement conforme à l'équité de tenir compte de ces troupes de couleur, dans la Conférence du désarmement, comme d'une partie intégrante de l'armée française. Mais tout en rejetant cette demande, on veut compter parmi les forces militaires de l'Allemagne des groupements et des organisations qui servent uniquement à des buts d'éducation populaire ou sportive, mais qui ne

reçoivent absolument aucune instruction militaire. Les associations analogues existant dans d'autres pays, cependant, n'entreraient point en considération pour le calcul des effectifs militaires. Il est évident que c'est là un procédé tout à fait inadmissible. À cet égard, l'Allemagne se déclarerait en tout temps prête — au cas où un contrôle général international des armements serait créé et où les autres États feraient preuve de la même bonne volonté — à soumettre les organisations en question à ce contrôle pour prouver clairement devant le monde entier qu'elles sont entièrement dépourvues de caractère militaire. En outre, le Gouvernement allemand ne rejettera aucune interdiction d'armes comme trop sévère si elle est appliquée de la même façon à tous les autres États.

Toutes ces demandes n'impliquent donc point une demande de réarmement, mais consistent exclusivement à exiger le désarmement des autres États. Je salue encore une fois ici, au nom du Gouvernement allemand, le plan si clairvoyant et si rationnel du chef du Gouvernement italien, qui veut établir des relations plus étroites de confiance et de collaboration entre les quatre Grandes Puissances de l'Europe, l'Angleterre, la France, l'Italie et l'Allemagne. C'est avec une profonde conviction que le Gouvernement allemand se rallie à la conception de M. Mussolini, suivant laquelle ce plan pourrait servir de pont pour arriver plus facilement à une entente durable. Le Gouvernement allemand manifestera, à cet égard, le plus grand esprit de conciliation, pour autant que les autres nations soient, elles aussi, disposées à aplanir réellement les difficultés qui pourraient surgir.

La proposition du président des États-Unis, M. Roosevelt, dont j'ai reçu communication cette nuit, doit être également accueillie par le Gouvernement allemand avec de chaleureux remerciements. Il est prêt à se rallier à cette méthode pour résoudre la crise internationale, car il estime, lui aussi, que, si l'on ne résout point la question du désarmement, toute reconstruction économique s'avèrera, à la longue, impossible. Le Gouvernement allemand est prêt à participer, d'une façon désintéressée, à cette œuvre de rajustement des conditions politiques et économiques du monde. Il est — ainsi que je l'ai déjà souligné, au début — également persuadé qu'il ne saurait y avoir aujourd'hui qu'une seule grande tâche:

assurer la paix du monde.

Je me sens tenu de constater que le motif des armements actuels de la France et de la Pologne ne saurait aucunement être la peur qu'auraient la France et la Pologne d'une invasion. En effet, cette peur ne saurait être justifiée que si l'Allemagne possédait, de son côté, ces armes offensives modernes. Or, l'Allemagne ne dispose d'aucune de ces armes offensives modernes: elle n'a ni artillerie lourde, ni tanks, ni avions de bombardement, ni gaz asphyxiants!

La seule nation qui puisse à bon droit redouter une invasion, c'est la nation allemande, à laquelle on a interdit non seulement les

armes offensives, mais dont on a même réduit le droit à des armes défensives, à laquelle on a même interdit d'établir des fortifications de frontière.

Or, l'Allemagne est prête, en tout temps, à renoncer aux armes offensives, si le monde entier fait de même. L'Allemagne est prête à se joindre à tout acte solennel de non-agression, car elle ne songe nullement à une attaque, mais seulement à sa sécurité.

L'Allemagne serait très satisfaite de voir se réaliser la possibilité, envisagée dans la proposition du Président Roosevelt, d'intéresser les États-Unis, en tant que garants de la paix, dans les affaires de l'Europe. Cette proposition constitue un grand apaisement pour tous ceux qui sont sincèrement désireux de coopérer au maintien de la paix. Or, quant à nous, nous n'avons pas de plus ardent désir que celui de contribuer à ce que les blessures faites par la guerre et par le traité de Versailles soient définitivement guéries. Et l'Allemagne ne veut, dans ce but, emprunter d'autre voie que celle qui est reconnue comme justifiée par les traités eux-mêmes. Le Gouvernement allemand désire liquider pacifiquement, avec les autres nations, toutes les questions difficiles. Il sait que tout acte militaire en Europe, même dans le cas d'un succès complet, ne pourrait aboutir à un avantage qui fût proportionnel aux sacrifices qu'il entraînerait.

Mais le Gouvernement allemand et le peuple allemand ne se laisseront, en aucun cas, obliger à donner une signature quelconque qui équivaldrait à perpétuer la disqualification de l'Allemagne. La tentative d'influencer par des menaces le Gouvernement et le peuple allemands ne pourra produire sur nous aucune impression. On peut s'imaginer qu'on fasse violence à l'Allemagne au mépris de tout droit et de toute morale, mais il est unimaginable et d'ailleurs absolument exclu qu'un tel acte reçoive de nous-mêmes une sanction légale par notre signature.

Si, dans des articles de journaux et dans des discours regrettables, on tente de menacer l'Allemagne de sanctions, un procédé aussi monstrueux ne saurait être qu'une punition pour le fait qu'en demandant le désarmement nous réclamons l'exécution des traités. Un tel procédé ne pourrait que mener à la mise hors de vigueur définitive, tant morale que matérielle, des traités eux-mêmes. Mais même dans ce cas, l'Allemagne ne renoncerait jamais à ses revendications pacifiques. Les conséquences politiques et économiques, le chaos qu'une telle tentative provoquerait nécessairement en Europe créeraient une responsabilité qui retomberait sur ceux qui voudraient combattre avec de tels moyens un peuple qui ne fait pas de mal aux autres.

Une telle tentative et tout essai d'imposer brutalement à l'Allemagne la loi de la pure majorité contre le sens évident des traités ne pourrait être dictée que par l'intention de nous éloigner des conférences. Le peuple allemand possède assez de caractère aujourd'hui pour ne pas vouloir imposer, dans un tel cas, sa colla-

boration aux autres nations, mais pour tirer, quoique bien à regret, les seules conséquences possibles d'une telle situation.

De même, il serait difficile pour nous de continuer à

appartenir — à titre de peuple diffamé de façon permanente — à la Société des Nations.

Le Gouvernement allemand et le peuple allemand ont conscience de la crise actuelle. Pendant des années, l'Allemagne a mis en garde contre les méthodes qui devaient aboutir à ce résultat politique et économique. Si l'on continue à suivre la voie où l'on s'est engagé et à appliquer les méthodes jusqu'aujourd'hui suivies, l'issue ne peut être douteuse. Après des succès politiques illusoirement remportés par certaines nations, des catastrophes économiques et conséquemment politiques d'autant plus graves pour toutes ne tarderaient pas à se produire. Nous considérons comme notre devoir primordial et suprême d'éviter ces catastrophes.

Jusqu'ici on n'a rien entrepris d'efficace pour les conjurer. Si le reste du monde nous objecte que l'on aurait assurément manifesté à l'Allemagne antérieure certaines sympathies, nous répondrons que nous avons appris à connaître, en Allemagne, les conséquences et les effets de ces sympathies pour l'Allemagne.

Des millions d'existences détruites, des professions entières ruinées et une armée énorme de sans-travail, une misère lamentable dont je puis faire comprendre toute l'immensité et toute la profondeur en me bornant à citer au reste du monde un seul chiffre singulièrement révélateur: depuis le jour de la signature de ce traité, qui devait être, en tant qu'œuvre de paix, la pierre d'assise d'une ère nouvelle et meilleure pour tous les peuples, il y a eu chez nous 224,900 personnes qui, poussées presque exclusivement par la détresse et la misère, ont mis volontairement fin à leurs jours! Des hommes, des femmes, des vieillards et des enfants!

Ces témoins irrécusables sont des accusateurs qui condamnent l'esprit et l'exécution d'un traité dont non seulement les autres nations, mais encore des millions de personnes en Allemagne, s'étaient promis des effets salutaires et bienfaisants. Puissent les autres nations comprendre par là l'inébranlable volonté qu'a l'Allemagne de clore enfin une période d'erreurs humaines pour trouver la voie qui conduit enfin à une entente de tous sur la base de droits égaux.

M. Adolf Hitler, Chancelier d'Allemagne,

devant les Statthalter du Reich,
à la Chancellerie d'Empire, à Berlin, le 6 juillet 1933 *).

Les partis politiques sont maintenant définitivement écartés; c'est là un événement historique dont fréquemment la signification et la portée ne se sont point encore clairement imposées à la conscience de tous. Nous devons actuellement éliminer les derniers vestiges de la démocratie, tout particulièrement les méthodes de vote et de décisions majoritaires telles qu'elles sont appliquées encore aujourd'hui fréquemment dans les communes, dans les organisations économiques et dans les commissions de travail et nous devons appliquer partout le principe de la responsabilité de l'individu.

A la conquête de la puissance extérieure doit succéder l'éducation intérieure des citoyens. On doit se garder de prendre du jour au lendemain des décisions purement formelles et d'en attendre une solution définitive. Les hommes peuvent facilement faire dévier la forme extérieure dans le sens de leur propre mentalité.

On ne doit procéder à une permutation que si l'on dispose des personnes aptes à servir à cette permutation. Il y a plus de révolutions qui ont réussi dans leur premier élan qu'il n'y a eu de révolutions qui, ayant réussi, se sont ensuite ressaisies et enfin arrêtées.

La révolution n'est pas un état permanent, elle ne peut devenir une situation durable. On doit dériver le courant déchaîné de la révolution dans le lit paisible de l'évolution. A cet égard, l'éducation des citoyens est la question la plus importante. La situation actuelle doit être améliorée et les hommes en qui elle s'incarne doivent être progressivement initiés à la conception national-socialiste de l'État. On ne peut donc congédier un capitaine d'économie, s'il est un bon capitaine d'économie, mais n'est pas encore un national-socialiste; et surtout on ne peut le congédier si le national-socialiste qu'on met à sa place ne connaît rien de l'économie.

En matière d'économie, c'est la seule capacité qui doit décider.

Le devoir du socialisme national est d'assurer le développement de notre peuple. Mais on ne doit pas rechercher, à toute occasion, s'il n'y a pas encore quelque chose à révolutionner. Nous avons au contraire le devoir d'assurer l'une après l'autre nos positions pour les maintenir et les faire occuper progressivement d'une façon exemplaire. A cet effet, nous devons orienter nos actes vers une perspective de nombreuses années et tabler toujours sur de vastes périodes. En procédant à une assimilation purement théorique, nous n'arrivons à procurer du pain à aucun ouvrier. Or l'histoire ne

*) Traduction du texte officiel résumé.

nous jugera point suivant que nous aurons congédié et emprisonné un nombre maximum de capitaines d'économie, mais suivant que nous aurons su, ou non, créer du travail.

Nous avons aujourd'hui une puissance qui nous permet absolument de nous imposer partout.

Mais nous devons pouvoir remplacer par des citoyens plus capables les hommes que nous avons congédiés. Le capitaine d'économie doit être jugé essentiellement d'après ses capacités économiques, et nous devons évidemment maintenir en bon ordre l'appareil même de l'économie. Ce n'est point par des commissions, organisations, constructions et théories économiques que nous réussirons à éliminer le chômage. Ce qui importe actuellement, ce ne sont point les programmes et les idées, c'est d'assurer le pain quotidien à cinq millions d'hommes. L'économie est un organisme vivant qu'on ne peut transformer d'un coup. Elle se constitue d'après des lois primitives qui sont profondément ancrées dans la nature humaine. Les porteurs de bacilles spirituels, qui s'efforcent à présent de pénétrer dans l'économie, mettent l'État et le peuple en danger. On ne doit point rejeter l'expérience pratique, pour la raison qu'elle serait contraire à une idée déterminée. Si nous nous présentons à la nation avec des projets de réforme, nous devons également démontrer que nous comprenons la situation et que nous sommes capables de la dominer.

Notre devoir tient en ces mots: du travail, du travail et encore du travail!

C'est de la réussite de notre programme de création de travail que nous tirerons le maximum d'autorité. Ce programme n'a point été élaboré pour nous permettre de faire de beaux gestes, mais pour maintenir la vie du peuple allemand. Les idées que ce plan contient ne nous obligent point à agir comme des fous et à tout bouleverser, mais au contraire à réaliser sagement et prudemment nos conceptions. A la longue, la stabilité de notre pouvoir deviendra d'autant plus grande que nous aurons réussi à l'asseoir sur de solides fondements économiques. Les Statthalter du Reich ont à s'appliquer et à veiller, sous leur responsabilité, à ce que des organisations ou des facteurs de partis ne s'arrogent point des pouvoirs gouvernementaux, ne congédient telles ou telles personnes et ne nomment à certains emplois, ce qui relève uniquement de la compétence du Gouvernement du Reich, c'est-à-dire — en ce qui concerne l'économie — uniquement du ministre de l'économie du Reich. Le parti est aujourd'hui devenu l'État lui-même. Toute puissance réside dans les pouvoirs publics du Reich. Il faut empêcher que l'on ne replace le centre de gravité de la vie allemande dans tel ou tel domaine déterminé, ou à plus forte raison dans telles ou telles organisations. Il n'y a plus d'autorité qui dérive d'un département particulier du Reich, mais seulement de la notion fondamentale de nation allemande.

Maison d'édition Liebheit et Thiesen, Berlin SW 19

Tel. A 6 Merkur 2866 • Niederwallstraße 16 • Compte chèques-postaux Berlin 353 09

La Jeune Allemagne veut le Travail et la Paix

Recueil des discours
prononcés par Adolf Hitler,
Chancelier d'Allemagne
(traduits d'après le texte officiel)

D'abord publiés en

allemand
anglais
français
néerlandais
espagnol
portugais

Ces discours paraîtront ensuite en d'autres langues

En vente dans toutes les librairies et à la
maison d'édition Liebheit et Thiesen, Berlin SW 19

Prix (broché): **0,50** reichsmark, plus frais de port

Les envois ne se font que contre remboursement